

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau

**Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Commercial Acquisitions & Fast Track Procurement
Div/Div des Acquisitions commerciales et achats en
régime accéléré

11 Laurier St. / 11 rue Laurier
6A2-16, Place du Portage
Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet OFFICE PAPER - PAPIER DE BUREAU	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60PD-17PAPR/A	Date 2017-08-03
Client Reference No. - N° de référence du client E60PD-17PAPR	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$PD-150-73213
File No. - N° de dossier pd150.E60PD-17PAPR	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-14	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fulham, Veronique	Buyer Id - Id de l'acheteur pd150
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-5332 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: AS PER CALL-UP DOCUMENT TEL QUE COMMANDE	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE OF CONTENTS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTES RENDUS	4
1.5 OFFRE	5
1.6 LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES	5
1.7 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS – UTILISATEURS FACULTATIFS	5
1.8 OUTIL POUR ACHAT ÉLECTRONIQUE- AVIS	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	7
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDES D'OFFRES À COMMANDES	7
2.4 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DE L'OFFRE	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	14
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	15
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	16
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	16
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES	16
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	17
A. OFFRE À COMMANDES	17
B. CLAUSES DES CONTRATS SUBSÉQUENTS	26
ANNEXE A- BESOIN	30
ANNEXE B- TABLEAU DES COORDONNÉES DES REPRÉSENTANTS	38
ANNEXE C- TABLEAU ÉLECTRONIQUE D'OFFRE FINANCIÈRE (TEOF)	39
ANNEXE D- INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE RAPPORT ÉLECTRONIQUE D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES	40
ANNEXE E- CONDITIONS GÉNÉRALES 2009 – OFFRES À COMMANDES – BIENS OU SERVICES– UTILISATEURS AUTORISÉS	43
ANNEXE F – 2015A - CONDITIONS GÉNÉRALES - BIENS – UTILISATEUR AUTORISÉ (COMPLEXITÉ MOYENNE)	48

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60PD-17PAPR/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60PD-17PAPR

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PD150.E60PD-17PAPR

Buyer ID - Id de l'acheteur

PD150

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE G- INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	64
ANNEXE H- TERMES CLÉS.....	65
APPENDICE 1- INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE TABLEAU D'OFFRE FINANCIÈRE (TEOF)	67
APPENDICE 2- CERTIFICATION DE CONFORMITÉ.....	71

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : présente une description générale du besoin. |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC. |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation de l'offre : donne aux offrants les instructions sur la façon de préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation précisés. |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection. |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir. |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend les exigences particulières auxquelles doivent répondre les offrants. |
| Partie 7 | 7A – Offre à commandes; 7B – Clauses du contrat subséquent :

7A : comprend l'offre de l'offrant ainsi que les clauses et les conditions applicables.

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent les exigences, le tableau des coordonnées des représentants, TEOF- Tableau électronique d'offre financière, les Instructions pour remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commande, Conditions générales 2009 – Utilisateurs autorisés; Conditions générales 2015A– Utilisateurs autorisés, les instruments de paiement électronique, et les termes clés.

Les Appendices comprennent les Instruction pour remplir le tableau d'offre financière et la certification de conformité.

1.2 Sommaire

1.2.1 Besoin

Le Canada désire établir une offre à commandes principale régionale (OCPR) par région pour le pour le besoin de fourniture de papier à l'intention d'utilisateur fédéral désigné et d'utilisateur provincial ou territorial désigné qui pourront en faire la demande au fur et à mesure des besoins. La période de l'offre à commandes sera pour une période de un (1) an avec le droit de prolonger l'offre pour une période de un (1) an supplémentaire selon les mêmes termes et conditions de l'offre.

Deux (2) documents de demandes de soumission distincts seront publiés sur GETS pour ce besoin: le document E60PQ-15PAPR/A, destiné au secteur général pour les fournitures de papier et le document E60PQ-15PAPR/B, prévu par le Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones. S'ils sont admissibles et qu'ils choisissent de soumissionner les deux besoins, les offrants devront présenter

leur offre en utilisant le document de demande de soumission approprié. En d'autres mots, ils devront déposer deux (2) offres distinctes.

Vous trouverez ci-dessous une liste des provinces qui ont manifesté leur intérêt à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes :

- *Alberta*
- *Ontario (bilingue)*
- *L'Île du Prince Édouard (bilingue)*
- *Nouvelle-Écosse*

Seuls les utilisateurs autorisés pourront passer des commandes subséquentes à cette offre à commandes. Une liste des utilisateurs autorisés sera fournie à Partie 7 paragraphe A7.8 - Utilisateurs autorisés.

1.2.2 Accords commerciaux

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.3 Ententes sur les revendications territoriales globales

Ce qui suit ne s'applique qu'aux utilisateurs désignés du gouvernement fédéral :

La présente demande d'offre à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec, ou du Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

1.2.4 Liste de prix électronique

Toute offre à commandes émise à la suite de la demande d'offres à commandes pourrait être inscrite sur un outil d'approvisionnement électronique de TPSGC offert aux utilisateurs autorisés.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. *Pour en savoir plus sur les enquêtes de sécurité réalisées sur le personnel et les entreprises, ainsi que sur les clauses de sécurité, les offrans sont priés de consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).*

1.4 Comptes rendus

Les offrans peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrans devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut se faire par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Offre

En présentant une offre, l'offrant propose de fournir et de livrer les biens, les services ou les deux décrits dans l'offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur autorisé en fait la demande, conformément aux modalités énoncées dans l'offre à commandes.

1.6 Loi sur les langues officielles

La *Loi sur les langues officielles* précise que TPSGC doit fournir, aux autres ministères et organismes de l'État, des services dans la langue de travail de leur région. Les régions de l'Atlantique, du Québec, de la capitale nationale (RCN), le nord et l'est de l'Ontario sont des régions prescrites en vertu de la Loi et sont donc désignées comme régions bilingues pour ce qui est de la langue de travail.

Pour respecter cette exigence, tous les offrants à l'échelle du Canada qui déposent des offres pour des régions désignées bilingues doivent fournir des catalogues dans les deux langues officielles et être en mesure d'offrir des services bilingues dans ces régions, par exemple pour les demandes de renseignements, la passation des commandes, etc.

1.7 Divulgence de renseignements – Utilisateurs facultatifs

L'offrant reconnaît que les entités du secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) qui n'ont pas été désignées comme des utilisateurs autorisés de la présente offre à commandes (appelés ci-après « utilisateurs facultatifs ») pourraient vouloir se procurer, pour leurs propres besoins, des biens, des services ou les deux qui sont décrits dans la présente offre à commandes (ci-après dénommés « produits livrables »).

Si un utilisateur facultatif communique avec l'offrant pour acheter une partie ou la totalité des produits livrables (ci-après appelée « demande »), l'offrant entrera en négociation avec cet utilisateur facultatif. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur facultatif pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de l'administration de son propre contrat avec l'utilisateur facultatif. Il ne réorientera pas vers le Canada les questions contractuelles qui pourraient surgir avec l'utilisateur facultatif. Ces questions contractuelles pourraient notamment concerner la négociation, l'administration et l'exécution des contrats.

L'offrant n'aura pas le pouvoir d'obliger le Canada à créer un partenariat, une coentreprise ou un organisme entre le Canada et l'utilisateur facultatif. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur facultatif comme un agent ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

Les « utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les « entités du secteur MESS » sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

1.8 Outil pour achat électronique- Avis

Le Canada peut, à tout moment pendant la période de l'offre à commandes, choisir d'utiliser une solution d'approvisionnement électronique ou d'autres outils électroniques pour gérer l'offre à commandes et les processus de commande associés.

Le Canada se réserve le droit de participer à l'utilisation de la nouvelle solution et de toute interface associée, obligatoire ou facultative, à sa seule discrétion.

Tous les coûts associés à la mise en œuvre et au maintien de la participation de l'offrant à la solution d'approvisionnement électronique seront à la charge de l'offrant

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis d'au moins trois mois pour permettre la migration vers toute solution d'approvisionnement électronique. Tout avis comprend, au minimum, les éléments suivants:

Le nom commercial de la solution d'approvisionnement électronique;
Exigences relatives à l'habilitation ou à l'appartenance aux réseaux fournisseurs;
Exigences techniques pour les formats de catalogue et les systèmes d'interfaces (le cas échéant);
Conditions de traitement de paiement (le cas échéant);
Plan de mise en œuvre; et
Exigences de traitement des commandes et flux de travail.

Pour tous les achats pour lesquels la participation à une telle solution d'approvisionnement électronique est obligatoire, si l'offrant choisit de ne pas participer, l'offre à commandes peut être annulée par le Canada.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 03 du document Instructions uniformisées 2006 – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (L.C., 1996, ch. 16), les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la DOC, l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont incorporées par renvoi et font partie intégrante de la DOC, de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent comme si elles y étaient formellement reproduites.

Le paragraphe 5.4 du document Instructions uniformisées 2006 – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – demandes d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient indiquer aussi fidèlement que possible l'article numéroté de la DOC auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat qui en résulte doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, l'offrant est réputé avoir accepté les lois applicables indiquées dans la présente par le Canada.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation de l'offre

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique une (1) copie papier, une (1) copie électronique sur CD ou DVD du tableau des coordonnées des représentants
- Section II : Soumission financière, (Annexe C), une (1) copie papier du Tableau électronique d'offre financière (TEOF) et une (1) copie électronique du tableau entier sur CD ou DVD dans un format compatible d'Excel
- Section III : Attestations, une (1) copies papier, une (1) copie électronique devrait être incluse avec Section I Soumission technique

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Les offrants peuvent déposer des offres pour une (1) ou plusieurs des régions suivantes (excluant les régions faisant l'objet d'une revendication territoriale) :

- 1) **Région de la Colombie-Britannique** : Toutes les localités de la province de la Colombie-Britannique avec un code postal qui commence avec la lettre V.
- 2) **Région d'Alberta** : Toutes les localités de la province de l'Alberta avec un code postal qui commence avec la lettre T.
- 3) **Région de la Saskatchewan** : Toutes les localités de la province de Saskatchewan avec un code postal qui commence avec la lettre S.
- 4) **Région du Manitoba** : Toutes les localités de la province du Manitoba avec un code postal qui commence avec la lettre R.
- 5) **Nord de l'Ontario (bilingue)** : Toutes les localités de la province de l'Ontario avec un code postal qui commence avec la lettre P.
- 6) **Ontario Sud et Sud Centrale(SSC)**: Toutes les localités de la province de l'Ontario avec un code postal qui commence avec les lettres L, M et, N.
- 7) **Est de l'Ontario et Région de la Capitale Nationale - RCN (bilingue)** : Toutes les localités de la province de l'Ontario qui commence avec la lettre K et toutes les localités de la province du Québec qui commence avec les trois premiers caractères : J9A, J9B, J9E, J9H, J9J, J8L, J8M, J8N, J8P, J8R, J8T, J8V, J8X, J8Y, J8Z, J0W, J0X.
- 8) **Région du Québec** : Toutes les localités de la province du Québec avec un code postal qui commence avec les lettres G, H et J, excluant les codes postaux identifiés ci-haut dans la partie de la Région de la Capitale Nationale- RCN.
- 9) **Terre-Neuve-et-Labrador** : Toutes les localités de la province de Terre-Neuve et Labrador avec un code postal qui commence avec la lettre A.

- 10) **Nouveau Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard (bilingue)** : Toutes localités de les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince Édouard avec un code postal qui commence avec les lettres C et E.
- 11) **Nouvelle-Écosse** : Toutes les localités de la province de la Nouvelle-Écosse avec un code postal qui commence par la lettre B.

Le Canada exige que les offrants suivent les instructions de présentation ci-après pour préparer leur offre.

- a) Utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm).
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les organismes et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour intégrer des facteurs environnementaux au processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et réaliser les travaux.

- a) Les offrants sont demandés de remplir tous les champs du document «en blanc» ou « à remplir », où il est indiqué de fournir des renseignements.
- b) L'offrant devrait fournir tout document supplémentaire identifié comme obligatoire dans la Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, sous-article 4.1.1 Évaluation technique.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec le Tableau électronique d'offre financière- TEOF qui est fourni ainsi, en conformité avec les instructions dans Appendice 1.

3.1.1 Paiement électronique de factures – offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe «G» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.1.1 Paiement par carte de crédit (obligatoire)

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60PD-17PAPR/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60PD-17PAPR

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PD150.E60PD-17PAPR

Buyer ID - Id de l'acheteur
PD150
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'offrant doit accepter les paiements par carte de crédit. Le Canada demande que les offrants complètent ce qui suit :

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA : _____
Master Card: _____

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera l'offre.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

L'offrant doit fournir les éléments suivants avec leur offre:

- a) Les offrants doivent présenter un profil d'entreprise, montrant qu'ils ont la capacité d'exécuter la portée complète du besoin, tel que décrit.

Chacun des éléments ci-dessous doit être adressé:
 - l'historique de l'entreprise;
 - leur statut de concessionnaire autorisé pour les produits offerts;
 - leur capacité de respecter la garantie du fabricant relativement aux produits offerts;
 - leur mode de livraison (par une flotte de véhicules ou un transporteur indépendant);
 - une description des stocks de l'entreprise et de son infrastructure d'entreposage;
 - une description du système de gestion et de suivi des commandes;
 - la nature de sa participation à des programmes écologiques, s'il y a lieu.
- b) L'offrant doit accepter les paiements par carte de crédit
- c) Les offrants doivent certifier qu'ils sont en mesure d'offrir des services bilingues dans les régions désignées bilingues
- d) L'offrant doit compléter et fournir le tableau électronique d'offre financière (TEOF) conformément aux instructions de l'appendice 1 - Instructions pour remplir le Tableau d'offre financière
- e) L'offrant doit démontrer sa conformité à chacun des produits proposés dans leur offre conformément à l'annexe A - Article A.2.4 - Preuve de conformité
- f) L'offrant doit remplir la Certification de Conformité tel qu'indiqué à l'Appendice 2
- g) L'offrant doit compléter le « Tableau des coordonnées des représentants » inclus dans les paquets de fichiers électroniques (annexe « B ») conformément aux instructions suivantes.

Les offrants ne doivent pas modifier le format du «tableau des coordonnées des représentants» de quelque façon que ce soit. Les offrants sont invités à identifier un contact de vente pour chaque région ainsi que les contacts responsables des demandes de renseignements généraux et du suivi de la livraison.

Les proposants doivent fournir une (1) copie électronique sur CD / DVD du « tableau des coordonnées des représentants ».

Le « Tableau des coordonnées des représentants » soumise avec l'offre fera partie de l'offre à commandes.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix – offre

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Les offres financières seront évaluées conformément à la méthode ci-dessous.

4.1.2.2 Prix stable

D'après l'expérience du Canada, lorsque l'évaluation financière des offres est fondée sur un panier de biens, les offrants proposent parfois des prix pour certains articles qui ne leur permettent pas de recouvrer leurs coûts et/ou de réaliser un profit. Le Canada encourage les offrants à soumettre des prix stables pour ce besoin.

Un prix stable fait référence au prix d'un article permettant à l'offrant de réaliser un profit supérieur à zéro sans subvention. Aux fins du présent besoin, le prix d'un article se situant dans la répartition normale des prix pour cet article sera considéré comme étant stable.

Les programmes incitatifs, comme des rabais supplémentaires en fonction du volume de ventes ou du volume d'engagements, et les programmes de publicité collective des fabricants sont considérés comme des subventions.

Au moment d'évaluer les prix offerts, le Canada peut demander une justification des prix s'il les juge anormalement bas. Un prix anormalement bas fait référence à un prix notablement plus bas que la répartition normale des prix pour un article.

Des exemples de justification des prix acceptables pour le Canada seraient :

- a) une liste des prix courants publiée par le fabricant qui informe l'offrant du coût de l'article;
- b) des documents comme des copies de factures de distributeur/fabricant récemment acquittées, *sans les rabais ou les escomptes*;
- c) une entente ou un contrat signé entre l'offrant et son fournisseur, comprenant les barèmes de prix.

Lorsque le Canada demande une justification de prix pour un article, il incombe à l'offrant de présenter une justification (sous une des formes suggérées ci-haut, ou à l'aide d'autres renseignements démontrant qu'il sera en mesure de recouvrer ses propres frais à partir du prix proposé) qui permettra au Canada de déterminer, avec certitude, que le prix proposé est stable. Si le Canada détermine que la justification de prix fournie ne démontre pas que le prix est stable, le Canada n'attribuera aucun point à l'offrant pour l'article en question.

4.1.2.3 Méthode d'évaluation

Un exemple de la méthode d'évaluation décrite ci-dessous se trouve dans le Tableau électronique de l'offre financière (TEOF), sous l'onglet *Exemple pour évaluation*.

Pour chaque région et pour chacun des articles du TEOF, la méthode suivante sera appliquée.

A. Classement

1. Le prix *par paquet – boîte ouverte* (colonne N) offert par chaque offrant sera classé selon le prix de tous les offrants. L'offrant proposant le prix stable le plus bas sera classé au premier rang. L'offrant proposant le deuxième prix le plus bas sera classé au deuxième rang, et ainsi de suite. Si deux

offrants ou plus proposent le même prix, ils seront classés au même rang et l'offrant proposant un autre prix passera au prochain rang pour chaque prix en double.

B. Notation et facteur multiplicateur

1. Le prix des articles des offrants sera noté selon une formule en fonction du classement (« rank » R) multiplié par le facteur multiplicateur (« weighting » W). La formule est la suivante :

$$\text{Note} = (11 - R) \times W$$

2. Le pointage pour chaque classe (5) de papier sera additionné pour déterminer le pointage

4.2 Méthode de sélection

Les offres seront évaluées et émises par région. Si un même offrant est retenu dans plus d'une région, TPSGC émettra une seule offre à commandes pour les régions visées. Les régions et la tarification applicable seront indiquées clairement dans les offres à commandes.

Pour la DOC et les OCPR subséquentes, les régions sont réparties comme suit : Pacifique, Ouest, Nord de l'Ontario, Sud et Centre Sud de l'Ontario, Est de l'Ontario/Région de la Capitale Nationale, Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouveau Brunswick/Île-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse tel que défini à la Partie 2. Présentation des offres.

1. Pour être considérée comme recevable, une offre doit :
 - a) se conformer à toutes les exigences de la demande d'offres à commandes (DOC);
 - b) respecter tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
 - c) obtenir un pointage de 60 % et plus des points disponibles pour chaque classe de papier
2. Les offres qui ne se conforment pas aux exigences (a) ou (b) ou (c) ci-dessus seront considérées comme non recevables.
3. Région par région, l'offre recevable avec le pointage total le plus élevé sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas écartée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être fournis avec l'offre, mais peuvent être fournis plus tard. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires n'est pas complet et présenté selon les exigences, le responsable de l'offre à commandes indiquera à l'offrant un délai à l'intérieur duquel il devra fournir ces renseignements. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas écartée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<http://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

La classification de sécurité de la présente offre à commandes est « NON CLASSIFIÉ ». Toutefois, l'offrant doit traiter comme étant confidentiel, pendant et après la prestation des biens ou des services à forfait, tout renseignement à caractère confidentiel pour les affaires du Canada, auquel ses employés ou ses agents ont accès.

Les clauses relatives aux commandes subséquentes comprennent un article intitulé « Exigences relatives à la sécurité ». Le responsable de l'offre à commandes ou l'utilisateur désigné qui passe une commande subséquente peut, à sa discrétion, faire état d'exigences relatives à la sécurité.

Dans le cas où aucun offrant satisfait aux exigences de sécurité, l'utilisateur désigné devra prendre des mesures nécessaires pour:

- a) faciliter une solution à court terme en escortant les employés du titulaire de l'offre sur les lieux;
- b) faciliter une solution à long terme en commanditant l'enregistrement de l'offrant (s) au niveau approprié au Programme de sécurité industrielle.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants sont priés de consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

A1.1 Interprétation

A7.1.1 Définitions et interprétation

Définitions. Dans cette offre à commandes, un terme en majuscule doit avoir le sens attribué à ce terme dans l'article 01 de *Offres à commandes 2009 (2016-04-04) – biens ou services – utilisateurs autorisés*, ci-joint en annexe G ou, s'il n'y est pas défini et qu'il est défini dans l'offre à commandes ou dans tout document faisant partie de l'offre à commandes, le terme aura le sens qui lui est attribué dans ce document.

Autres dispositions interprétatives. Sauf indication contraire :

1. Toutes les références à un « article » désigné ou à une autre subdivision, à une annexe ou à un appendice, font référence à l'article désigné ou à une autre subdivision, à une annexe ou à un appendice de l'offre à commandes;
2. Les termes « aux présentes », « ci-contre », « ci-après » et d'autres termes semblables font référence à l'offre à commandes dans son ensemble et non à un article ou à une autre subdivision en particulier de l'offre à commandes;
3. Les titres sont fournis à des fins pratiques seulement; ils ne font pas partie de l'offre à commandes et ne visent pas à interpréter, à définir ou à limiter la portée, l'étendue ou l'intention de l'offre à commandes ou de l'une de ses dispositions;
4. Le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard.
5. Les mots désignant des personnes comprennent des particuliers, des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée et illimitée, des sociétés en nom collectif et en commandite, des associations, des fiducies, des organismes sans personnalité morale et des coentreprises;
6. Lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification.
7. Toute référence à l'offre à commandes ou à tout accord, autre instrument écrit, permis, licence ou approbation constitue une référence à un tel accord ou instrument, permis, licence ou approbation, comme modifié ou remplacé lorsqu'il y a lieu;
8. Toute référence à une loi, à une règle, à un règlement, à une directive en matière de politique ou à un autre document mentionné dans cette offre à commandes désigne une référence à un tel élément pouvant être modifié, complété, remplacé, adopté, remis en vigueur ou prolongé lorsqu'il y a lieu;
9. Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

A7.2 Termes clés

Une liste de termes clés est fournie à l'annexe H- Termes clés.

A7.3 Offre

A7.3.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément aux exigences reproduit à l'annexe «A» et le Tableau électronique d'offre financière-EFOT à l'annexe « C » du document d'offre à commandes.

Loi sur les langues officielles

La *Loi sur les langues officielles* précise que TPSGC doit fournir, aux autres ministères et organismes de l'État, des services dans la langue de travail de leur région. Les régions de l'Atlantique, du Québec, de la capitale nationale (RCN), le nord et l'est de l'Ontario sont des régions prescrites en vertu de la Loi et sont donc désignées comme régions bilingues pour ce qui est de la langue de travail.

Pour respecter cette exigence, tous les offrants à l'échelle du Canada qui déposent des offres pour des régions désignées bilingues doivent fournir des catalogues dans les deux langues officielles et être en mesure d'offrir des services bilingues dans ces régions, par exemple pour les demandes de renseignements, la passation des commandes, etc.

A7.4 Exigences relatives à la sécurité

La classification de sécurité de la présente offre à commandes est « NON CLASSIFIÉ ». Toutefois, l'offrant doit traiter comme étant confidentiel, pendant et après la prestation des biens ou des services à forfait, tout renseignement à caractère confidentiel pour les affaires du Canada, auquel ses employés ou ses agents ont accès.

Les clauses relatives aux commandes subséquentes comprennent un article intitulé « Exigences relatives à la sécurité ». Le responsable de l'offre à commandes ou l'utilisateur désigné qui passe une commande subséquente peut, à sa discrétion, faire état d'exigences relatives à la sécurité.

Dans le cas où aucun offrant satisfait aux exigences de sécurité, l'utilisateur désigné devra prendre des mesures nécessaires pour:

- a) faciliter une solution à court terme en escortant les employés du titulaire de l'offre sur les lieux;
- b) faciliter une solution à long terme en commanditant l'enregistrement de l'offrant (s) au niveau approprié au Programme de sécurité industrielle.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants sont priés de consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

A7.5 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions présentées dans l'offre à commandes et les contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre font intégralement partie du document.

A7.5.1 Conditions générales

2009 (2016-04-04) Conditions générales – offres à commandes – biens ou services – utilisateurs autorisés, joints à l'annexe « E », s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

A7.5.2 Offres à commandes – établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et les services fournis aux utilisateurs fédéral désignés et aux utilisateurs provincial ou territorial désignés en vertu de contrats découlant de

l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats des utilisateurs autorisés, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être soumises par courrier électronique tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes à RapportsOACPD.SOAREportingPD@gc.ca. Les données doivent être soumises au plus tard 15 jours civils après la fin de la période de déclaration.

Les rapports seront soumis à validation. Dans le cas où les rapports présentés tel qu'indiqué à l'Annexe «D», le responsable de l'offre à commandes ou la personne déléguée informera l'offrant de sa non-conformité et peut, à sa discrétion, mettre en suspens une offre à commandes.

A7.5.2.1 Rapports « ad hoc » d'utilisation - offre à commandes

De temps en temps, le responsable de l'offre peut demander des rapports « ad hoc » supplémentaires basées sur les critères déjà identifiés dans l'exigence de rapport d'utilisation périodique à l'annexe «D». Lorsque demandé de le faire, les offrants fourniront le rapport « ad hoc » conformément aux critères demandés dans un délai raisonnable.

A7.6 Durée de l'offre à commandes

A7.6.1 Période de l'offre à commandes

La période de l'offre à commandes est à partir de la date d'émission de l'OC pour une période de douze (12) mois.

A7.6.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de un (1) an, aux mêmes conditions et selon la fixation des prix indiqués dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

A7.6.3 Rajustements de prix

Sur réception d'un avis de prolongation, les offrants sont autorisés à soumettre des hausses de prix proposées à l'autorité de l'offre à commandes aux fins d'examen. L'augmentation des prix ne doit pas être plus élevée que le taux établi dans l'Indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC est couramment utilisé comme indicateur de la variation du niveau général des prix à la consommation ou du taux d'inflation.

Aux fins de la présente offre à commandes, l'IPC doit correspondre à la variation en pourcentage sur un an. On utilisera donc l'indice de référence le plus courant indiqué sur le site Web de la Banque du Canada (voir le lien ci-dessous).

http://www.bankofcanada.ca/rates/price-indexes/cpi/?page_moved=1

A7.6.4 Articles discontinués, modifications des numéros de produit

Advenant qu'un produit ne soit plus offert par le fabricant ou que le fabricant modifie un numéro de produit, les offrants pourront soumettre une demande de modification ou de suppression d'un produit et devront dans les 30 jours proposer un remplacement à ce produit. Les demandes devront être appuyées par une lettre du fabricant confirmant que le produit n'est plus offert ou qu'il porte un nouveau numéro de produit.

Tout produit de remplacement proposé doit être équivalent dans sa forme et sa fonction et doit rencontrer ou dépasser les exigences de performances techniques et environnementales de l'article qui est remplacé.

A7.6.5 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Pour les utilisateurs fédéraux désignés seulement :

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit en vertu de l'OC aux utilisateurs fédéraux désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes. Cependant, une réserve pour les entreprises autochtones a été sollicitée dans le cadre de ce processus et les utilisateurs fédéraux identifiés devraient envisager de satisfaire leurs exigences en utilisant ces offres à commandes.

A7.6.6 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

A7.7 Responsables

A7.7.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Véronique Fulham
Titre : Agente en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 11 rue Laurier, Gatineau, Québec, K1A 0S5

Téléphone : 819-420-5332

Courriel : RapportsOACPD.SOARreportingPD@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de la gestion de l'offre à commandes (y compris les prolongations, les mises de côté et les annulations). Les révisions ou modifications apportées à l'offre à commandes doivent être autorisées par écrit par le responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée ou hors de la portée de l'offre à commandes selon les demandes ou instructions verbales ou écrites de toute autre personne que l'autorité contractante, et tout

travail ainsi effectué doit être aux seuls risques et frais de l'offrant et ne doit pas être facturé à tout utilisateur autorisé, sauf accord contraire écrit par le responsable de l'offre à commandes.

A7.7.2 Pouvoirs de passation des marchés

Si une commande subséquente est émise par :

Utilisateur fédéral désigné :

Le responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes subséquentes émises par un utilisateur fédéral désigné et les contrats qui en découlent.

Utilisateur provincial ou territorial désigné :

L'utilisateur provincial ou territorial désigné qui émet la commande subséquente est l'autorité contractante pour cette commande subséquente et le contrat qui en résulte.

A7.7.3 Chargé de projet (À compléter lors de l'émission de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le chargé de projet pour chaque contrat subséquent sera présenté dans la commande subséquente émise par l'autorité contractante.

A7.7.4 Représentant de l'offrant

Veuillez consulter le « Tableau des coordonnées des représentants » à l'annexe « B » de l'offre à commandes inclus dans ce document.

A7.8 Utilisateurs autorisés

Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs fédéraux désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11.

Utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés

Les utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés suivants sont les seules entités autorisées à passer des commandes subséquentes à cette offre à commandes.

(à insérer)

Divulgaration d'information – Utilisateurs facultatifs

L'offrant reconnaît que les entités du secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) qui n'ont pas été désignées comme des

utilisateurs autorisés de la présente offre à commandes (appelés ci-après « utilisateurs facultatifs ») pourraient vouloir se procurer, pour leurs propres besoins, des biens, des services ou les deux qui sont décrits dans la présente offre à commandes (ci-après dénommés « produits livrables »).

Dans l'éventualité où un utilisateur facultatif communique avec l'offrant pour se procurer une partie ou l'ensemble des produits livrables (action ci-après nommée « demande »), l'offrant entamera des négociations avec cet utilisateur facultatif. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur facultatif pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de l'administration de son propre contrat avec l'utilisateur facultatif. Il ne réorientera pas vers le Canada les questions contractuelles qui pourraient surgir avec l'utilisateur facultatif. Ces questions contractuelles pourraient notamment concerner la négociation, l'administration et l'exécution des contrats.

L'offrant ne dispose d'aucun pouvoir permettant de contraindre le Canada à former un partenariat, une coentreprise ou un organisme avec l'offrant. L'entrepreneur offrant ne doit pas se présenter comme un agent ou un représentant du Canada à l'utilisateur facultatif.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

Les « utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les « entités du secteur MESS » sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

A7.9 Procédures régissant les commandes subséquentes à une offre à commandes

Instrument de commande

Les commandes autorisées relatives à la présente offre à commandes doivent être effectuées à l'aide des formulaires prescrits dûment remplis ou leur équivalent, par exemple un fac-similé, un courriel ou tout autre moyen considéré comme acceptable par l'utilisateur autorisé et l'offrant.

Si des biens sont demandés par téléphone, fac-similé ou courriel, il devient alors nécessaire d'émettre une commande ou un document équivalent au plus tard le jour suivant. Ces commandes constituent une acceptation de l'offre et un contrat pour les biens décrits dans le document de commande.

Les commandes subséquentes à l'offre de commandes payées à l'aide d'une carte d'acquisition (carte de crédit) au point de vente doivent se voir accorder les mêmes prix et modalités que toute autre commande.

Instrument de commande pour un utilisateur fédéral désigné

Pour les commandes déposées par un utilisateur fédéral désigné, les travaux seront autorisés par le ou les utilisateurs fédéraux désignés à l'aide du formulaire :

PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes;
PWGSC-TPSGC 942-2, Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple);
PWGSC-TPSGC 944, Commande subséquente à une offre à commandes (en anglais seulement);
PWGSC-TPSGC 945, Commande subséquente à une offre à commandes (en français seulement);

Ou un type de document de commande électronique qui, au minimum :

- indique le numéro de l'offre à commandes;
- indique l'acceptation des modalités de l'offre à commandes;
- comprend une description et un prix unitaire de chaque élément de la commande;
- indique la valeur totale de la commande;
- indique un point de livraison;
- comprend une confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, des réglementations ou des politiques applicables, le cas échéant;
- comprend une confirmation de l'autorité de l'utilisateur désigné à conclure un contrat;
- permet de recueillir les données indiquées à l'annexe « B » – Offres à commandes – établissement des rapports, article B1 – Collecte de données.

Ces formulaires se trouvent sur le site Web du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Instrument de commande pour les utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés

Pour les commandes déposées par un utilisateur provincial ou territorial désigné, les travaux peuvent être autorisés avec le formulaire GC 942-3, Commande subséquente à une offre à commandes (FPT). Un exemple électronique est joint à l'annexe « E » – Formulaires. Ce formulaire se trouve sur le site Web du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Ou un type de document de commande électronique qui, au minimum :

- indique le numéro de l'offre à commandes;
- indique la valeur totale de la commande;
- indique le prix unitaire de chaque élément de la commande;
- indique un point de livraison;
- comprend une confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, des réglementations ou des politiques applicables, le cas échéant;
- comprend une confirmation de l'autorité de l'utilisateur désigné à conclure un contrat;
- indique l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

A7.10 Procédures pour les commandes (Instructions pour utilisateurs désignés)

1. Les frais engagés avant la réception d'une commande signée ou d'un document équivalent ne peuvent pas être facturés dans le cadre de cette offre à commandes.
2. Seuls les produits énumérés dans la liste de prix électronique (Annexe C) de l'offre à commandes sont autorisés à être commandés.
3. Après avoir reçu la commande subséquente, l'offrant doit accorder aux utilisateurs toutes les autres baisses de prix en vigueur en raison de la fin d'année ou de productions excédentaires, de ventes de marchandises provenant de soldes, de ventes au rabais, de liquidations ou de promotions.

4. Si par erreur ou par omission, l'utilisateur n'applique le prix exact indiqué sur la liste de prix ou le fait de manière inappropriée, il incombera à l'offrant d'aviser l'utilisateur de l'erreur avant la livraison.
5. Dans les Moyens et Grands Centres de Population, l'option de livraison / distribution doit être déterminée par l'utilisateur identifié dans le document de commande subséquente. Un point de livraison et la liste de distribution doit également être fourni, lorsque applicable. Dans les Petits Centres ou Régions Éloignées, seulement la Catégorie 1 de livraison et distribution sera disponible.

A7.11 Limite des commandes subséquentes

Les subséquentes individuelles de moins de 50,00 \$ peuvent être soumises à des frais de transport supplémentaires. Tous les frais de transport supplémentaires doivent être payés d'avance par le détenteur de l'offre à commandes et montrés comme un article sur la facture. Une copie certifiée de la facture de transport acquittée doit accompagner la facture.

Les commandes subséquentes individuelles placées par les utilisateurs identifiés ne doivent pas dépasser une valeur totale de 25 000,00 \$, y compris les biens, les services et la taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse. (TPS / TVH incluse).

L'Autorité contractante de l'offre à commandes peut émettre des commandes subséquentes pour des besoins allant jusqu'à \$ 400,000.00 TPS / TVH incluse.

Pour les besoins ayant une valeur de plus de 400, 000,00 \$ (TPS/TVH incluse), les utilisateurs désignés devront envoyer une demande assortie des fonds nécessaires (formulaire n°9200) à leur bureau régional le plus près aux fins de traitement.

A7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste ci-dessous, c'est le libellé du document qui s'affiche en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) commande subséquente à l'offre à commande, y compris les annexes;
- b) les articles indiqués dans l'offre à commandes;
- c) l'Annexe E, les Conditions générales 2009 (2016-04-04), Conditions générales – Offres à commandes – Biens ou services – Utilisateurs autorisés
- d) l'Annexe F, les conditions générales 2015A– Utilisateurs autorisés;
- e) l'Annexe A, le Besoin;
- f) l'Annexe B, la Base de paiement;
- g) l'Annexe C, le Tableau électronique d'offre financière;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

A7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

A7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

A7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat subséquent à celle-ci seront interprétés et régis selon les lois en vigueur l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

A7.15 Communication commerciale

Les offrants, pour appuyer leurs activités, peuvent envoyer de la communication commerciale aux utilisateurs désignés de temps à autre. Cette communication à l'intention des utilisateurs désignés, peu importe sa forme, doit, au minimum, comprendre et clairement énoncer les renseignements suivants :

- a) Le numéro de l'offre à commandes;
- b) Le titre de l'offre à commandes;
- c) La région touchée;
- d) La date d'expiration de l'offre à commandes;
- e) La date de publication;
- f) La période d'application.

La communication commerciale se rapportant à l'offre à commandes doit être limitée aux biens inclus dans cette offre.

Pour veiller à ce que l'autorité de l'offre à commandes connaisse les initiatives commerciales actuelles, l'offrant doit lui envoyer un exemplaire électronique de toute communication commerciale, peu importe sa forme, trois (3) jours avant sa publication.

A7.16 Distribution de catalogues

Suite à l'engagement du Canada à l'égard de la Politique d'achats écologiques, la distribution en masse de catalogues imprimés pour ce bien est proscrite.

Les offrants peuvent, en remplacement des catalogues imprimés, distribuer une version électronique du catalogue de leur offre à commandes aux clients qui l'ont soit demandé ou ont volontairement opté de le recevoir.

Les catalogues ne doivent contenir que les articles autorisés dans l'offre à commandes.

B. CLAUSES DES CONTRATS SUBSÉQUENTS

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

B7.1 Exigence

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

B7.2 Définitions : interprétation, clauses et conditions uniformisées

B7.2.1 Définitions et interprétation

Définitions. Dans le présent contrat, un terme qui porte une majuscule aura le sens attribué à ce terme dans la section 01 2015A (2016-04-04), Conditions générales – biens (complexité moyenne) – utilisateur autorisé telles que modifiées, jointe aux présentes à l'annexe F ou, s'il n'est pas défini dans l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou dans tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

Autres dispositions interprétatives. Dans le contrat

1. À moins d'indication contraire, toutes les références d'une « section », d'un autre paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice du contrat.
2. Les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient au contrat dans son ensemble et non à une section ou une partie de celui-ci.
3. L'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne font pas partie du contrat et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée du contrat ou de ses dispositions.
4. Le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard.
5. Les mots désignant des personnes comprennent des particuliers, des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée et illimitée, des sociétés en nom collectif et en commandite, des associations, des fiducies, des organismes sans personnalité morale et des coentreprises;
6. Lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification.
7. Toute référence à un accord (y compris une offre à commandes ou un contrat), à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie cet accord ou instrument ou permis ou licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre.
8. Toute référence à une loi, un règlement, une règle, une directive de politique ou à un autre document énuméré dans le présent contrat renvoie à tout élément pouvant être modifié, complété, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre.
9. Toute référence à un jour ou à des jours autres que des jours ouvrables renvoie aux jours civils.
10. Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

B7.3 Clauses et conditions uniformisées

B7.3.1 Conditions générales

2015A (2016-04-04) Conditions générales - biens - utilisateurs autorisés (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 15 Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2015A (2016-04-04) Conditions générales ne s'applique pas aux paiements fonds par carte de crédit.

Article 8, Inspection et acceptation des travaux des Conditions générales - 2015A (2016-04-04) est modifié comme suit:

Insérer:

Dans le cas où l'utilisateur désigné a commandé le mauvais article, il doit en aviser l'offrant dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison. Si l'offrant a été informé dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison, le mauvais article sera ramassé et remplacé par le bon article, sans frais, ou un crédit ou remboursement sera accordé dans les dix (10) jours suivants. Aucun frais de reconstitution des stocks ne peut s'appliquer

Toutefois, si l'utilisateur désigné n'avise pas l'offrant dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison, l'entrepreneur peut, dans les provinces où la pratique est légale appliquer des frais de reconstitution des stocks jusqu'à concurrence de 15 % de la valeur de l'article. Dans le cas que (30) trente jours soient écoulés depuis la livraison l'entrepreneur peut refuser ou accepter le retour à sa discrétion.

Les frais de transport pour le retour des articles commandés par erreur doivent être au coût de l'utilisateur désigné. Le retour des articles doit être effectué par l'offrant utilisant les moyens les plus économiques à sa disposition. Les frais de transport prépayés doivent apparaître séparément sur la facture, dont une copie certifiée doit être produite à l'appui incluant les services si applicable.

B7.4 Terme du contrat

B7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat et se termine un (1) an plus tard.

B7.4.2 Livraison

Pour les Moyens et Grands Centres de Populations, la livraison doit se faire dans un délai de trois (3) jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes dans toutes les régions.

Pour les Petites Centres de Populations, la livraison doit se faire dans un délai de cinq (5) jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes dans toutes les régions.

L'entrepreneur doit remplir toutes les commandes subséquentes dans les délais prescrits. S'il apprend ou constate que les exigences relatives à la livraison ne sont pas satisfaites ou respectées, TPSGC informera le titulaire de l'offre à commandes que des mesures correctives pourraient être entreprises. Les délais de livraison ci-haut ne s'appliquent pas aux livraisons dans les Régions Éloignées.

B7.4.3 Livraison dans des régions éloignées

L'utilisateur autorisé est responsable de choisir le mode de transport le plus économique qui satisfait aux exigences. Si aucune instruction n'est fournie dans la commande, l'entrepreneur doit confirmer les modalités d'expédition avec l'utilisateur autorisé avant de continuer.

L'utilisateur désigné peut :

- a) choisir lui-même une entreprise de transport;
- b) demander que le fournisseur lui propose au moins deux entreprises de transport et lui présente les prix proposés afin qu'il choisisse et approuve une entreprise.

B7.4.4 Livraisons manquées

Ce qui suit s'applique aux livraisons pour Catégorie 2 et Catégorie 3 :

- a) Dans le cas où l'entrepreneur a besoin d'une escorte pour terminer la livraison et que l'entrepreneur ne peut pas contacter le chargé de projet dans les 15 minutes, la livraison peut être reportée à la discrétion de l'entrepreneur.
- b) Une charge de livraison supplémentaire peut être appliquée par l'entrepreneur aux coûts de livraison associés, tel qu'indiqué dans la liste de prix.

B7.5 Paiement

B7.5.1 Base de paiement- pour les Petits, Moyens et Grands Centres de Population

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un des prix unitaire(s) fermes précisés dans le contrat. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Rendus droit acquittés (DDP). Les frais d'expédition et les frais de livraison doivent être compris.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

B7.5.1.1 Base de paiement pour les régions éloignées

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un des prix unitaire(s) fermes précisés dans le contrat. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Rendus droit acquittés (DDP). Les frais d'expédition et les frais de livraison doivent être compris.

Les frais de transport doivent être prépayés par l'entrepreneur et présentés comme un élément distinct sur la facture, appuyés par une copie certifiée conforme de la facture de transport prépayée.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

B7.5.2 Paiement unique

H1000C (2008-05-12) Paiement unique

B7.5.3 Paiement électronique des factures – commande subséquente

Sera complété à l'émission de l'offre à commandes.

B7.6 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 10 de 2015A, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

B7.6.1 Regroupement des factures

Si un ministère utilisateur autorisé le demande, l'entrepreneur doit présenter des factures regroupées qui englobent l'ensemble des commandes livrées et réalisées pour l'utilisateur désigné durant le mois précédant la date de la facture. Autrement, l'entrepreneur doit présenter une facture distincte pour chaque commande passée et livrée. Toute demande d'un ministère utilisateur autorisé pour la facturation consolidée doit être faite par écrit et doit être signée par un représentant de l'utilisateur autorisé.

B7.7 Assurances

Clause du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28) Assurances

ANNEXE A- Besoin

1. Besoin

Le Canada a le besoin d'établir une offre à commandes principale et régionale pour la fourniture et la livraison de papier de bureau aux utilisateurs fédéraux désignés et aux utilisateurs provinciaux / territoriaux désignés sur une base «en tant que de besoin» pour une période d'un (1) an avec le droit de prolonger d'une durée supplémentaire de (1) année selon les mêmes termes et conditions.

2. Produits

2.1 Types de papier

Papier fabriqué à partir fibres recyclées postconsommation (papier) :

Papier, carton et déchets de matières fibreuses provenant de magasins, immeubles à bureaux, maisons, etc. après qu'ils aient été consommés, notamment : des boîtes en carton ondulé utilisées; de vieux journaux; des vieilles revues; des papiers mélangés; des cartes perforées; des cordages utilisés; ainsi que tout le papier, carton et matières fibreuses qui proviennent de déchets urbains solides.

Les matières fibreuses postconsommation ne comprennent pas les fibres provenant de surplus d'imprimantes, de rebut de convertisseurs et de surplus de publications.

Papier fabriqué à partir de fibres de résidus agricoles y compris :

Les résidus (paille et autres sous-produits) provenant de la transformation du blé, lin, orge, avoine, seigle, maïs, ainsi que d'autres graminées, grains céréaliers et graines oléagineuses.

Pour qu'une soumission soit prise en compte, la fibre utilisée pour le papier ne doit pas être soustraite aux denrées servant à l'approvisionnement alimentaire.

2.2 Exigences en matière de rendement technique

Le papier offert doit répondre à toutes les exigences en matière de rendement techniques ci-dessous ainsi qu'aux critères applicables des Tableaux des performances technique - A.8 de cette annexe pour être jugé recevable.

Gondolage : Le papier doit reposer à plat avant et après le passage dans une photocopieuse ou une imprimante laser haute vitesse sans avoir tendance à gondoler ou bien présenter un gondolage qui ne nuit pas à son utilisation dans des conditions de travail raisonnables.

Surface : Doit être exempte de charpie, de peluche, de rides, de gondolage, de plis, de trous, de déchirures et d'autres défauts nuisant à son aspect.

Format et rognage : Le papier doit être fourni dans le ou les formats commandés. Il doit être plat, rogné droit sur quatre côtés avec des bords nets et lisses et être exempt de fibres lâches. Le taquage doit être uniforme. L'écart entre les différentes feuilles d'un même paquet ne doit pas dépasser 1 mm (1/32 po). Le papier sera considéré comme étant rogné droit si l'écart ne dépasse pas 1mm (1/32po).

Formation : Le papier doit être uniforme et ne pas présenter de différence supérieure à 0,011mm (0,0004po) d'un bord à l'autre.

2.2.1 Papier à usages multiples et papier de fibres de déchets agricoles

Rendement : Tout produit qualifié qui est livré doit se comporter adéquatement lorsqu'il est utilisé avec une imprimante laser et avec tout autre équipement haute vitesse. Il ne doit pas y avoir plus d'un bourrage de papier ni plus d'un document avec une image de qualité inacceptable en raison du papier par 5000 photocopies continues aux conditions ambiantes de $21 \pm 5,5$ °C et de $50 \pm 20\%$ HR.

2.2.2 Papier à comportement machine supérieur (blanc et couleur)

Rendement : Tout produit qualifié qui est livré doit se comporter adéquatement lorsqu'il est utilisé avec une imprimante laser et avec tout autre équipement haute vitesse. Il ne doit pas y avoir plus d'un bourrage de papier ni plus d'un document avec une image de qualité inacceptable en raison du papier par 50 000 photocopies continues aux conditions ambiantes de $21 \pm 5,5$ °C et de $50 \pm 20\%$ HR.

2.2.3 Papier Cartonné

Finition: Le Papier offert peut être revêtu ou non-revêtu. Cependant, seulement les papiers lisses a fini mats ou satiné seront jugés conformes.

2.3 Exigences en matière de performance environnementale

Le papier (à l'exception du papier cartonné) et les fabricants doivent répondre à ou dépasser les exigences propres aux produits conformément à la partie 6 de la norme environnementale sur les produits du papier des Laboratoires des Assureurs du Canada (ULC) (UL-2771).

Partie 6 de UL-2771 (texte intégral à <http://www.ul.com>)

Partie 6 Exigences propres au produit

- 6.1 Les produits du papier doivent être fabriqués de manière à ce que le nombre total de points de chargement évalué pour le contenu recyclé, les déchets solides, le potentiel de réchauffement climatique, l'utilisation d'énergie, la demande chimique en oxygène, la toxicité sublétales, le potentiel d'acidification et les rejets d'effluents ne dépasse pas 8 pour l'usine de pâtes et papiers (l'Annexe I contient le tableau de calcul des points de chargement, et l'Annexe II contient la méthodologie de collecte des données). En outre, le nombre de points par indicateur environnemental ne doit pas dépasser 3.
- 6.2. Les produits du papier doivent être fabriqués de manière qu'advenant l'utilisation d'un processus de blanchiment :
- a) la fibre n'ait pas été blanchie au chlore élémentaire;
 - b) l'effluent directement en aval de l'usine de blanchiment ne doit pas contenir une concentration mesurable de 2,3,7,8-TCDD ou de 2,3,7,8-TCDF.
- 6.3 Les produits du papier doivent être fabriqués à partir de fibres agricoles ou ligneuses extraites de forêts ou d'exploitations agricoles qui ont mis en oeuvre un système de bonne gestion environnementale et qui adoptent des pratiques de bonne gestion environnementale pour la totalité de leurs activités. Ces pratiques doivent contenir au moins les éléments suivants :
- a) des niveaux soutenables de récolte;
 - b) la conservation :
 - 1. des espèces en péril;
 - 2. de la diversité des espèces;
 - 3. des habitats fauniques;
 - 4. du sol;

- 5. de l'eau et des écosystèmes aquatiques ((ex., zones humides, les lacs, et les écosystèmes fluviaux);
 - 6. des fonctions et processus écologiques clé pour le paysage et les écosystèmes, incluant, le cas échéant, des corridors pour préserver ces composantes écologiques.
- c) une absence totale de pesticides de types 1A et 1B selon l'Organisation mondiale de la Santé, notamment les pesticides à base d'hydrocarbure chloré, les pesticides toxiques, ainsi que les pesticides interdits par les conventions internationales;
- d) une absence d'utilisation de graines génétiquement modifiées;
- e) une absence de nouvelles exploitations forestières ou agricoles sur des tourbières ou des terres forestières naturelles (c.-à-d., des terres qui n'ont pas été précédemment modifiées à des fins forestières ou agricoles, sauf pour des aires et selon des calendriers très limités lorsque ceci aura pour résultat des avantages pour la conservation à long terme).
- 6.4 Le produit doit provenir d'une usine de pâtes et papiers qui a un plan de gestion de l'eau qui répertorie :
- a) toutes les quantités d'entrées et sorties d'eau mesurées et non mesurées;
 - b) toutes les émissions dans l'eau mesurées et non mesurées.
- 6.5 Le produit ne doit pas être fabriqué avec du bisphénol A.

Précisions concernant l'article 6.3 de la norme UL-2771

Les fabricants peuvent démontrer qu'ils sont conformes aux alinéas 6.3 a) à e) de l'article de la norme UL-2771 s'ils :

- a) détiennent des certifications de gestion forestière FSC ou le PEFC;
- b) peuvent démontrer qu'elles répondent à ces critères sans nécessairement détenir ces certifications de gestion forestières.

2.4 Preuve de conformité

La preuve de conformité aux exigences précitées (2.1, 2.2 et 2.3) peut être fournie sous forme de certificats, licences ou de résultats d'essais en laboratoire concluants ou attestés selon le cas. Il incombe à l'offrant de démontrer sa conformité à chacun des produits proposés dans leur offre.

Les certificats soumis doivent être à jour (moins de 10 ans).

Les offrants doivent s'assurer la concordance entre le nombre de produits offerts dans le TEOF et leurs documents de preuve de la conformité. Un modèle à cet effet a été fourni à l'Appendice 2 et en pièce jointe électronique à cet effet.

3. Livraison

Les offrants doivent fournir les options suivantes

Catégorie 1 - livraison de papier au quai de chargement du client

Catégorie 2 - livraison de papier à un endroit précis chez le client (autre que le quai de chargement) – applicable qu'aux Petits, Moyens et Grands Centres de Population

Catégorie 3- livraison de quantités fixes de papier (minimum de 5 boîtes par emplacement) à divers endroits chez le client – applicable qu'aux pour les Petits, Moyens et Grands Centres de Population

L'option de livraison et de distribution est à définir par l'utilisateur dans le document de commandes subséquentes. Une liste de points de livraison, récipients et quantités fixe par point de livraison doit également être fourni avec la commande subséquente, le cas échéant.

L'offrant doit vérifier avec le client au moment de la commande pour déterminer s'il y a des restrictions au quai de chargement et/ou de livraison de la marchandise.

4. Bordereaux de marchandises

Un bordereau de marchandises sur lequel sont inscrits la date de livraison, le numéro de la commande, les quantités, les unités envoyées et numéro de pièce doit accompagner chaque livraison.

5. Articles commandés

1. L'offrant doit vendre seulement les biens indiqués sur la liste de prix électronique (annexe C de l'offre à commandes).
2. Si, pour toute raison, l'offrant ne peut fournir l'article commandé dans les délais de livraison établis, il doit communiquer avec l'utilisateur pour l'informer de la date de livraison prévue. L'utilisateur, à son entière discrétion, peut choisir d'attendre la livraison à cette date ou de retirer l'article de sa commande. Le cas échéant, l'utilisateur désigné doit apporter une modification à la commande subséquente.

6. Service de l'offrant

L'offrant doit être en mesure de recevoir des commandes par téléphone (notamment, à l'aide d'un numéro sans frais), par télécopieur et par courriel. L'offrant doit être ouvert du lundi au vendredi, de 8 à 17 h, heure locale, dans chaque région (sauf les jours fériés) et disposer d'un représentant bilingue au service à la clientèle pour les régions bilingues désignées en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

7. Transactions électroniques sur le site Web de l'offrant

Advenant que l'offrant choisisse d'offrir aux utilisateurs la capacité d'effectuer des transactions (commandes subséquentes à l'offre à commandes) par l'entremise de son site Web, les exigences obligatoires ci-dessous doivent être respectées.

7.1 Exigences du site Web

- a) L'offrant doit fournir aux utilisateurs l'accès à un site Web ou à un microsite (ci-après désigné le « site ») dont l'objectif explicite est de faire du commerce électronique dans le cadre des offres à commandes de TPSGC;
- b) L'accès au site aux fins de navigation et de transaction sera restreint aux utilisateurs désignés;
- c) Le site nécessitera un nom d'utilisateur et un mot de passe uniques pour chaque utilisateur inscrit;
- d) Le contenu du site et les transactions exécutées sur le site seront encodés à l'aide d'un algorithme cryptographique de très grande qualité (chiffrement d'au moins 128 bits);
- e) Le site ne doit contenir que des articles visés par des offres à commandes actives de TPSGC;

- f) Le site doit être bilingue au cas où l'on attribuerait une offre à commandes à l'offrant pour une région bilingue;
- g) Le site doit être conforme aux Directives pour l'accessibilité aux contenus Web (DACW 2.0).

7.2 Exigences en matière d'inscription de l'utilisateur

- a) Pour s'inscrire, un utilisateur doit fournir les renseignements suivants :

Nom complet et titre;
Nom du ministère ou de l'organisme tel qu'il est indiqué dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
Adresse de facturation;
Adresse courriel;
Numéro de téléphone (10 chiffres).

Advenant que les renseignements de l'utilisateur au moment de l'inscription soient incomplets, l'utilisateur pourra uniquement consulter le site et enregistrer un « chariot ».

L'utilisateur doit confirmer ses renseignements à chaque transaction. Un compte utilisateur inactif pendant plus de six (6) mois sera désactivé jusqu'à ce que l'utilisateur reconfirme les renseignements fournis au moment de son inscription.

7.3 Exigences en matière de transaction

Avant de finaliser une transaction électronique de vente, les exigences ci-après doivent être respectées :

- a) L'utilisateur doit confirmer le contenu de sa commande ainsi que la validité des renseignements de facturation et d'expédition. Advenant que des renseignements soient inexacts, l'utilisateur devra mettre à jour/corriger ces renseignements;
- b) L'utilisateur doit confirmer que la transaction est réalisée conformément aux modalités de l'offre à commandes. Le numéro de l'offre à commandes doit être indiqué dans le bordereau de confirmation;
- c) L'utilisateur doit confirmer qu'il détient ou a obtenu les autorisations appropriées pour effectuer la transaction;
- d) Un bordereau de confirmation détaillé doit être envoyé par courriel à l'utilisateur.

7.4 Délai de grâce

L'offrant se verra accorder une période de grâce de 90 jours au moment d'attribution de l'OC pour permettre au site d'être mis en place. Après l'expiration du délai de grâce, toutes les transactions électroniques doivent être conformes aux dispositions des articles 7.1 à 7.3 ci-dessus.

Advenant que le site Web ne rencontre pas les exigences après la date d'expiration de la période de grâce, l'offrant ne pourra accepter les commandes subséquentes via leur site web. A défaut de se conformer à ces exigences, l'offre à commandes pourrait être mise de côté.

8. Tableaux de performances techniques

Property / Propriété	Method / Méthode	Unit s	Tolerance/ Tolérance	Multipurpose White / Papier blanc à usages multiples (30%)	Multipurpos e White / Papier blanc à usages multiples (100%)	Multipurpose Colored / Papier- couleur à usage multiples (30%)
Recycled content/ Contenu Recyclé	PCW	%	min.	30%	100%	30%
Grammage	TAPPI T410	G/m2	±1%	75	75	75
Thickness / épaisseur □	TAPPI T411	µm	±5%	104	104	104
Opacity / opacité □	TAPPI T425	%	min.	>88	>88	>88
Brightness/ luminosité □	TAPPI T452	%	±5%	>92	>92	N/A
Stiffness/ Rigidité (CD) □	TAPPI T489	Taber units	min.	0.9	0.9	0.9
Stiffness Rigidité (MD) □	TAPPI T489	Taber Units	min.	1.9	1.9	1.9
Smoothness /Roughness/ Lissé Rugosité	TAPPI T538	mL/ minute (Sheffield)	max.	180	180	180
Absolute Moisture/ Humidité absolue □	TAPPI T412	%	±0.5%	4.5	4.5	4.5

Property / Propriété	Method / Méthode	Units	Tolerance	High Runnability White / Papier blanc à comportement machine supérieur (30%)
Recycled content/ Contenu Recyclé	PCW	%	min.	30
Grammage <input type="checkbox"/>	TAPPI T410	G/m2	±1%	75-105
Thickness / caliper Epaisseur	TAPPI T411	µm	±5%	100-120
Opacity/ Opacité	TAPPI T425	%	min.	>88
Brightness / Luminosité	TAPPI T452	%	±5%	92
Stiffness (CD) / Rigidité	TAPPI T489	Taber units	min.	1.2
Stiffness MD)/Rigidité <input type="checkbox"/>	TAPPI T489	Taber Units	min.	2.2
Smoothness / Roughness Lissé/ Rugosité <input type="checkbox"/>	TAPPI T538	mL/mi nute (Sheffi eld)	max.	160
Absolute Moisture/ Humidité absolu	TAPPI T412	%	±0.5%	4.5

Property / Propriété	Method	Units	Tolerance	Card Stock (65 LB)	Card Stock (80 LB)
Recycled content/ Contenu recyclé	PCW	%	min.	10	10
Grammage	TAPPI T410	G/m2	±5%	175	215
Thickness / épaisseur	TAPPI T411	µm	±5%	225	275
Smoothness / Roughness/ Lissé Rugosité	TAPPI T538	mL/minute (Sheffield)	Range	130-250	130-250
Absolute Moisture/ Humidité absolu	TAPPI T412	%	±0.5%	5	5

Property / Propriété	Method Méthode	Units	Tolerance	Agricultural Fiber White/ Fibres agricoles blanc
Agricultural Waste Fiber Content / Contenu fibres de déchets agricoles	NA	%	min.	60
Grammage	TAPPI T410	G/m2	±1%	75
Thickness/ épaisseur	TAPPI T411	µm	±5%	104
Opacity opacité	TAPPI T425	%	min.	>88
Brightness / luminosité	TAPPI T452	%	±5%	92
Stiffness (CD) Rigidité	TAPPI T489	Taber units	min.	0.9
Stiffness (MD) Rigidité	TAPPI T489	Taber Units	min.	1.9
Smoothness/ Roughness lissé/rugosité	TAPPI T538	mL/minute (Sheffield)	max.	180
Absolute Moisture/ Humidité absolu	TAPPI T412	%	±0.5%	4.5

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60PD-17PAPR/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60PD-17PAPR

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PD150.E60PD-17PAPR

Buyer ID - Id de l'acheteur

PD150

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B- Tableau des coordonnées des représentants

Pour chaque région mentionnée, l'offrant doit remplir le Tableau de représentation des offrants disponible sous pièce jointe électronique.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60PD-17PAPR/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60PD-17PAPR

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
PD150.E60PD-17PAPR

Buyer ID - Id de l'acheteur

PD150

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C- Tableau électronique d'offre financière (TEOF)

(Fourni en pièce jointe électronique)

ANNEXE D

Instructions pour remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commandes

1. Instructions générales

Les offrants qualifiés recevront le modèle de rapport d'utilisation de l'offre à commandes, au moment de l'émission de l'offre à commandes. Par la suite, au besoin, les offrants pourront demander au responsable de l'offre à commandes de leur envoyer par courriel une copie électronique du rapport d'utilisation de l'offre à commandes.

Les offrants doivent remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commandes, conformément aux instructions ci-dessous.

2. Traitement électronique du rapport d'utilisation de l'offre à commandes

- 2.1 Les rapports doivent être transmis au responsable de l'offre à commandes par courriel, en format compatible à Excel Microsoft.
- 2.2 Le rapport d'utilisation de l'offre à commandes sera traité par TPSGC, au moyen de l'automatisation électronique. Si le rapport de l'offrant est présenté de telle sorte que le traitement automatisé est impossible, il sera considéré comme non acceptable et retourné à l'offrant, accompagné des renseignements sur les lacunes observées.
- 2.3 L'utilisation des fonctions Copier et Coller peut avoir un effet négatif sur certaines caractéristiques du tableau. TPSGC suggère aux offrants d'utiliser les fonctions Copier et Collage spécial.

3. Rapports détaillés

Les offrants doivent inclure les données demandées pour chaque article vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

4. Description des champs et instructions

Les champs du rapport sont identifiés par l'en-tête des colonnes ou des étiquettes. L'objet de chaque champ et les instructions pour remplir les champs sont fournis ci-dessous.

Partie I : En-tête du rapport

a) Numéro de l'offre à commandes

L'offrant doit indiquer le numéro de l'offre à commandes figurant sur la page de couverture de son offre à commandes.

b) Nom de l'entreprise

L'offrant doit indiquer la dénomination sociale de son entreprise.

c) Période

L'offrant doit sélectionner dans la liste déroulante le trimestre pour lequel le rapport est présenté. Les offrants doivent présenter un rapport à chaque trimestre.

d) Total déclaré pour le trimestre

Pour les rapports comportant moins de 10 000 lignes, le champ « Total déclaré pour le trimestre » sera rempli automatiquement. Pour les rapports comportant plus de 10 000 lignes, l'offrant doit indiquer la somme des ventes déclarées durant le trimestre.

Partie II : Corps du rapport

a) Vendu à

Pour les transactions avec les utilisateurs fédéraux désignés, les offrants doivent sélectionner le ministère ou l'organisme fédéral approprié dans la liste déroulante. Si le ministère ou l'agence n'est pas listé dans la liste déroulante, veuillez en informer le responsable de l'offre à commandes; Un modèle révisé sera émis par le responsable de l'offre à commandes pour inclure les ministères ou organismes fédéraux manquants.

Pour les transactions avec les utilisateurs provincial ou territorial désigné et les entités du secteur MESS, les offrants doivent sélectionner la sélection «PT et MESS» dans la liste déroulante et indiquer le nom légal complet de l'entité dans la colonne Informations supplémentaires du rapport. (Colonne O).

b) Numéro de la facture

Les offrants doivent indiquer le numéro de leur facture pour chaque article vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Les offrants peuvent regrouper plus d'un article par numéro de facture.

c) Numéro de compte

Les offrants doivent indiquer le numéro du compte de l'utilisateur autorisé auquel l'article a été vendu pour chaque article vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

d) Quantité

Les offrants doivent indiquer la quantité d'articles vendus en conséquence des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Si l'unité de distribution correspond à plus d'une unité distincte, ce champ devrait refléter le nombre d'unités de distribution vendues dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Exemple : Si l'unité de distribution est par douzaine et qu'une douzaine a été vendue, l'offrant indiquera « 1 » dans le champ Quantité. Alternativement si l'unité de distribution est une douzaine et 6 pièces individuelles ont été vendues, le champ Quantité vendu, le champ Quantité doit indiquer « 0.5 ».

e) Code CUP

Ce champ doit contenir le code CUP du fabricant pour l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Cet identifiant doit être identique à celui utilisé le Tableau électronique d'offre à l'annexe C (de l'offre à commandes résultante). L'offrant doit entrer CUP pour l'item.

f) Numéro de modèle du fabricant

Les offrants doivent entrer le numéro de modèle du fabricant pour l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes, exactement comme il est indiqué dans le champ "Numéro de modèle du fabricant" de la liste de prix aux annexes C-1 et C-2. Pour les articles non énumérés dans les annexes C-1 et l'offrant doit entrer le numéro de pièce du fabricant tel qu'il apparaît dans les publications du fabricant.

g) Numéro de pièce de l'offrant

Ce champ doit contenir le numéro d'identification unique de l'offrant vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Ce numéro doit être le même que celui utilisé dans la liste de prix, annexe C de l'offre à commandes subséquente. L'offrant doit indiquer leur numéro d'identification unique pour l'article offert.

h) Unité de vente

Ce champ représente l'unité de vente pour l'article vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes. L'unité de vente "ch" représente généralement la plus petite unité de vente pour un article. Exemple: une boîte de trombones vendue comme 1 ch. contient 100 trombones. L'offrant doit, sélectionnez l'unité de vente appropriée dans le menu déroulant fourni.

i) Marque

Ce champ doit contenir le nom de marque de l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. Bien que la marque et le fabricant d'un produit puissent dans certains cas être interchangeables, ce n'est pas toujours le cas. L'offrant doit indiquer le nom de la marque de l'objet vendu à la suite à une commande subséquente de l'offre à commandes. (Wilson Jones, PaperMate, Duracell, etc.).

j) Description

Ce champ doit contenir une courte description de l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes et doit, au minimum, inclure des informations suffisantes pour identifier l'objectif principal de l'objet et ses attributs essentiels de base. (Stylo, bleu, rétractable).

k) Code Postal

Ce champ doit contenir le code postal pour le point de livraison où l'article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes a été livré. Le code postal doit être entré dans le format suivant A0A 0A0.

l) Date de la facture

Les offrants doivent saisir la date à laquelle la commande subséquente à l'achat de l'article vendu à la commande subséquente de l'offre à commandes a été facturée. La date doit être entrée en utilisant le format suivant AAAA-MM-DD.

m) Prix Unitaire

Ce champ doit contenir le prix de l'offrant facturé par unité d'émission pour l'article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. L'offrant doit saisir une valeur numérique qui représente le prix en dollars et cents séparés par une virgule (23,12) sans espaces, tirets ou caractères spéciaux.

n) Prix Total

Ce champ doit contenir le prix de l'offrant facturé par unité d'émission multiplié par la quantité de chaque article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. L'offrant doit saisir une valeur numérique qui représente le prix en dollars et cents séparés par une virgule (23,12) sans espaces, tirets ou caractères spéciaux.

o) P/T ou entités au secteur MESS

Ce champ, le cas échéant, doit contenir le nom légal complet de l'entité P / T ou MESS pour laquelle l'objet a été vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

ANNEXE E-

Conditions générales 2009 – offres à commandes – biens ou services– utilisateurs autorisés

- 01 Définitions
- 02 Généralités
- 03 Clauses et conditions uniformisées
- 04 Offre
- 05 Commandes subséquentes
- 06 Retrait
- 07 Révision
- 08 Coentreprise
- 09 Divulgence de renseignements
- 10 Publication de renseignements relatifs à l'offre à commandes
- 11 Dispositions relatives à l'intégrité – Offre à commandes
- 12 Accès à l'information
- 13 Manquement de l'offrant et annulation ou mise de côté de l'offre à commandes
- 14 Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes

2009 01 (2016-04-04) Définitions

Sauf indication contraire du contexte, les termes ci-dessous ont le sens suivant dans l'offre à commandes

« Articles de l'offre à commandes »

Désigne les sections ____ à ____ de l'offre à commandes, excluant toutes les clauses et conditions uniformisées d'achat intégrées par renvoi, mais non reproduites en entier.

« Utilisateur autorisé »

Désigne un utilisateur désigné du gouvernement fédéral et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes, selon le contexte.

« Commande subséquent »

Correspond à un instrument de commandes émis par l'utilisateur autorisé conformément à la section ____ de l'offre à commandes.

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État »

Désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

« Contrat »

Désigne les modalités du contrat, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes, et tout autre document que l'un ou l'autre de ces documents incorpore par renvoi, compte tenu des modifications apportées de temps à autre avec l'accord des parties;

« Utilisateur désigné du gouvernement fédéral »

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. (1985), ch. F-11.

« Conditions générales _____ » *insérer les conditions générales applicables.*

Correspond aux conditions générales _____ – Conditions générales – biens – utilisateur autorisé – jointes au présent document compte tenu des modifications.

« Offre »

Désigne une offre présentée par un offrant en réponse à une demande d'offre à commandes (DOC).

« Offrant »

Désigne la personne ou l'entité dont le nom figure sur la page de signature de l'offre à commandes et qui offre de fournir aux utilisateurs autorisés les biens ou les services définis dans le cadre de l'offre à commandes.

« Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir un accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, lesquelles sont précisées dans l'offre à commandes.

« DOC »

Signifie demande d'offre à commandes.

« Clauses et conditions uniformisées d'achat » ou « CCUA »

Correspond aux clauses et conditions uniformisées d'achat reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat et déterminées par numéro, date et titre.

« Offre à commandes »

Désigne les articles de l'offre à commandes, les clauses et conditions uniformisées d'achat, ces conditions générales, tout appendice ou annexe joints à l'offre à commandes ou incorporés par renvoi, l'offre et tous les autres documents précisés ou incorporés par renvoi qui font partie de l'offre à commandes.

« Responsable de l'offre à commandes »

Personne désignée comme telle dans l'offre à commandes, ou par un avis à l'offrant, et qui peut agir à titre de représentant du Canada pour la gestion de l'offre à commandes.

« Jours ouvrables »

Désigne i) pour les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral, le lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par le gouvernement du Canada; et ii) pour les utilisateurs désignés provinciaux et territoriaux, le lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par la province ou le territoire le cas échéant.

« Travaux »

Désigne les activités, les services, les biens, l'équipement, la matière et les éléments demandés, livrés ou réalisés par l'entrepreneur dans le cadre du contrat.

2009 02 (2015-12-18) Généralités

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que le lancement d'une offre à commandes et la nomination ou la désignation d'une autorité contractante n'oblige ni n'engage en aucun cas les utilisateurs autorisés à acheter ou à conclure un contrat pour les biens ou les services énumérés dans l'offre à commandes en tout temps ou dans n'importe quelle quantité.
2. Si l'offre à commandes est annulée ou mise de côté, l'offrant doit satisfaire seulement les contrats qui découlent des commandes subséquentes émises avant la date d'entrée en vigueur de l'annulation ou de la mise de côté, si applicable.

2009 03 (2015-12-18) Clauses et conditions uniformisées

Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (L.C., 1996, ch. 16, les clauses et conditions déterminées par un numéro, une date et un titre peuvent être incorporées par renvoi et font partie intégrante de l'offre à commandes et de tout contrat résultant de l'offre à commandes, comme si elles y étaient formellement énoncées.

2009 04 (2015-12-18) Offre

1. L'offrant propose de fournir et de livrer aux utilisateurs autorisés les biens, les services ou les deux décrits dans l'offre à commandes conformément aux prix établis dans celle-ci lorsque l'utilisateur autorisé émet une commande subséquente.
2. L'offrant reconnaît et convient ce qui suit :
 - a) La commande subséquente constituera un contrat seulement pour les travaux définis dans celle-ci.
 - b) La responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral pendant la période précisée dans l'offre à commandes.
 - c) La responsabilité des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire se limite à ce qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par ces utilisateurs pendant la période de l'offre à commandes.
 - d) Le Canada a fait en sorte que l'offre à commandes puisse être utilisée par les utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire de plein droit. Le Canada n'agit pas à titre de mandataire pour les utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire et il n'est pas non plus le bénéficiaire tiers des commandes subséquentes ou des contrats entre l'offrant et tout utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire. L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire est responsable de l'établissement, de la gestion et des responsabilités connexes de toutes les commandes subséquentes qu'il émet et de tous les contrats subséquents.
 - e) Le Canada peut exiger que l'achat des biens, de services ou les deux se fasse(nt) à l'aide d'un outil d'achat électronique. Le Canada donnera un avis d'au moins 3 mois à l'offrant avant d'imposer une telle exigence.
 - f) L'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie.
 - g) L'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

2009 05 (2015-12-18) Commandes subséquentes

1. Le responsable de l'offre à commandes produira un document appelé « Offre à commandes et autorisation en matière de commandes subséquentes » qui autorise les utilisateurs autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes et d'informer l'offrant que l'autorisation de passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes a été accordée aux utilisateurs désignés.
2. S'il y a lieu, l'utilisateur autorisé utilisera le formulaire précisé dans l'offre à commandes pour commander les biens ou les services. Les biens ou les services peuvent également être commandés en utilisant d'autres méthodes comme le téléphone, le télécopieur ou les moyens électroniques. À l'exception des commandes subséquentes payées avec une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit), les commandes faites par téléphone doivent être confirmées par écrit comme cela est précisé dans la section 07 de l'offre à commandes.

3. Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées par la carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) au point de vente devront bénéficier des mêmes prix et conditions que toute autre commande.

2009 06 (2015-12-18) Retrait

1. Après l'émission d'une offre à commandes et l'apport d'un responsable de l'offre à commandes conformément à la section 05, si l'offrant souhaite se retirer de l'offre à commandes, il doit donner au responsable de l'offre à commandes un préavis écrit d'au moins 30 jours, à moins de disposition contraire dans l'offre à commandes.
2. La période de préavis de 30 jours débutera à la date de réception du préavis par le responsable de l'offre à commandes, et le retrait entrera en vigueur à compter de la date d'expiration de cette période.
3. L'offrant doit exécuter toutes commandes passées par les utilisateurs autorisés pendant cette période de préavis.

2009 07 (2015-12-18) Révision

Le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui a le pouvoir de prolonger, de modifier, de mettre de côté ou d'annuler une offre à commandes et il le fera en donnant un avis écrit à l'offrant et aux utilisateurs autorisés.

2009 08 (2015-12-18) Coentreprise

Si l'offrant est une coentreprise, il convient que tous les membres de la coentreprise soient conjointement et individuellement responsables, et dans la province de Québec solidairement responsables, de l'exécution de tout contrat découlant de l'offre à commandes. S'il y a un changement de membres au sein de la coentreprise, l'offre à commandes sera annulée par le Canada.

2009 09 (2015-12-18) Divulgence de renseignements

L'offrant reconnaît que le Canada divulguera les prix unitaires ou les taux de l'offre à commandes aux utilisateurs autorisés et l'offrant convient que, dans la mesure permise par la loi, il renonce à tout droit de réclamation contre le Canada, les utilisateurs autorisés, les employés, les mandataires, les fonctionnaires ou toute autre personne en ce qui a trait à ladite divulgation.

2009 10 (2015-12-18) Publication de renseignements relatifs à l'offre à commandes

1. L'offrant consent à ce que le Canada diffuse certains renseignements relatifs à l'offre à commandes ou à un catalogue. L'offrant consent à la divulgation des renseignements suivants compris dans l'offre à commandes
 - a) les conditions de l'offre à commandes;
 - b) le numéro d'entreprise – approvisionnement de l'offrant, son nom, le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopieur et l'adresse électronique de son représentant;
 - c) le profil de l'offrant et le niveau de son attestation de sécurité;
 - d) les catégories ou les domaines d'expertises pour lesquels l'offrant s'est qualifié.

2. Le Canada ne sera pas responsable des erreurs, des incohérences ou des omissions relatives à l'information publiée. Si l'offrant constate des erreurs, des incohérences ou des omissions, il s'engage à en informer immédiatement le responsable de l'offre à commandes.

2009 11 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – Offre à commandes

La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « politique ») et toutes les directives incorporées par renvoi à la durée de la période de sollicitation de la DOC avant sa date de clôture sont intégrées à l'offre à commandes et à tout contrat avec le Canada ou les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral et en font partie intégrante. L'offrant doit se conformer aux dispositions de la politique et des directives, lesquelles se trouvent sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>.

2009 12 (2015-12-18) Accès à l'information

1. Les dossiers créés par l'offrant et qui relèvent des utilisateurs autorisés sont assujettis aux dispositions des lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels à l'échelle fédérale, provinciale ou territoriale, selon le cas. L'offrant est responsable de déterminer ses obligations en vertu de telles lois et doit, dans la mesure du possible ou comme exigé par les lois qui s'appliquent, aider le Canada et les utilisateurs autorisés à assumer leurs responsabilités en vertu de telles lois.
2. L'offrant reconnaît que a) l'article 67.1 de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C 1985, c.A-1, énonce que toute personne qui détruit, modifie, falsifie ou dissimule un document ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu à la *Loi sur l'accès à l'information*, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou des deux et b) des lois équivalentes existent à l'échelle provinciale et territoriale, qui peuvent imposer des interdictions et des sanctions plus graves ou équivalentes.

2009 13 (2015-12-18) Manquement de la part de l'offrant et annulation ou mise de côté de l'offre à commandes

1. Si l'offrant manque à l'une de ses obligations prévues dans le cadre de l'offre à commandes, le responsable de l'offre à commandes peut, après avis écrit à l'offrant, mettre de côté l'offre à commandes. La mise de côté entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'offrant n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement à la satisfaction du responsable de l'offre à commandes.
2. Si l'offrant fait faillite ou devient insolvable, ou qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, ou qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le responsable de l'offre à commandes peut, moyennant un avis écrit à l'offrant, sans délai mettre de côté l'offre à commandes.
3. À la suite d'une mise de côté, le responsable de l'offre à commandes peut annuler l'offre à commandes à son entière discrétion après avoir remis un avis à l'offrant.

2009 14 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes

L'offrant accepte de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et d'être lié par ses dispositions pendant la période de l'offre à commandes et celle de tout contrat subséquent.

ANNEXE F – 2015A - Conditions générales - biens – utilisateur autorisé (complexité moyenne)

Les conditions générales suivantes doivent être utilisées lorsque l'on autorise l'accès ou donne accès aux documents d'approvisionnement de TPSGC à un utilisateur autorisé (utilisateur fédéral désigné et utilisateur désigné d'une province / d'un territoire).

Ces conditions générales doivent être utilisées pour les besoins de complexité moyenne, concurrentiels ou non concurrentiels, pour l'acquisition de biens (par exemple, les produits commerciaux en vente libre, les produits électroniques et électro-mécaniques en vente libre, les pièces de rechange commerciales pour les spécifications militaires en vente libre, les besoins courants de gestion de l'information et de technologie de l'information, etc.)

- 01 Interprétation
- 02 Clauses et conditions uniformisées
- 03 Pouvoirs du Canada
- 04 Situation juridique de l'entrepreneur
- 05 Condition du matériel
- 06 Rigueur des délais
- 07 Retard justifiable
- 08 Inspection et acceptation des travaux
- 09 Garantie
- 10 Présentation des factures
- 11 Taxes
- 12 Frais de transport
- 13 Responsabilité du transporteur
- 14 Documentation d'envoi
- 15 Période de paiement
- 16 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 17 Vérification
- 18 Conformité aux lois applicables
- 19 Droit de propriété
- 20 Biens de l'utilisateur autorisé
- 21 Modification
- 22 Cession
- 23 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 24 Résiliation pour raisons de commodité
- 25 Droit de compensation
- 26 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
- 27 Honoraires conditionnels
- 28 Sanctions internationales
- 29 Dispositions relatives à l'intégrité - contrat
- 30 Exhaustivité de la convention

2015A 01 (2015-12-18) Interprétation

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« articles de convention »

désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« affilié »

quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères et ses filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- a) l'entrepreneur ou l'affilié contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b) un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou l'affilié.

« autorité contractante »

désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter l'utilisateur autorisé dans l'administration du contrat;

« biens de l'utilisateur autorisé »

désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour l'utilisateur autorisé, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État »

désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre ou, s'il y a lieu, un ministre auquel le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre

« contrat »

désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« contrôle »

- a) Contrôle direct, par exemple :

- i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
- ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
- iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;
- iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
- v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.

- b) Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.

- c) Contrôle indirect, par exemple :
- une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de;
 - i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
 - ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,
- est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité.

« coût »

désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat

« coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) »

à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le prix contractuel, ou le prix contractuel révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le prix contractuel et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« entente administrative »

entente négociée avec le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la Politique d'inadmissibilité et de suspension.

« entrepreneur »

désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir à l'utilisateur autorisé des biens, des services ou les deux;

« inadmissibilité »

personne qui n'est pas admissible à conclure un contrat avec le Canada.

« partie »

désigne l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat;

« prix contractuel »

désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant les taxes applicables;

« suspension »

détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG.

« taxes applicables »

signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« travaux »

désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat ;

« utilisateur autorisé »

désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province / d'un territoire, tel que précisé dans le contrat;

« utilisateur désigné d'une province/ d'un territoire » désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité dont sont propriétaires ou que contrôlent les entités précitées, lesquelles sont précisées dans le contrat.

2015A 02 (2015-12-18) Clauses et conditions uniformisées

Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux L.C. 1996, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans le contrat sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat comme si elles y étaient formellement reproduites.

2015A 03 (2015-12-18) Pouvoirs du Canada

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

2015A 04 (2015-12-18) Situation juridique de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

2015A 05 (2015-12-18) Condition du matériel

Sauf disposition contraire dans le contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et du numéro de pièce pertinent qui est en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions ou, s'il n'y avait pas de demande de soumissions, la date du contrat.

2015A 06 (2015-12-18) Rigueur des délais

Il est essentiel que les travaux soient livrés dans les délais prévus au contrat.

2015A 07 (2015-12-18) Retard justifiable

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :
 - a) est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
 - b) ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
 - c) ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et

-
- d) est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur, sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les 15 jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
3. Toutefois, au bout de 30 jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. L'utilisateur autorisé ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission de l'utilisateur autorisé de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.
5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre à l'utilisateur autorisé, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. L'utilisateur autorisé paiera l'entrepreneur :
- a) la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par l'utilisateur autorisé, et
 - b) le coût de l'entrepreneur que l'utilisateur autorisé juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée à l'utilisateur autorisé et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

2015A 08 (2015-12-18) Inspection et acceptation des travaux

Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par l'utilisateur autorisé. L'inspection et l'acceptation des travaux par l'utilisateur autorisé ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. L'utilisateur autorisé aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.

2015A 09 (2015-12-18) Garantie

1. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par l'utilisateur autorisé ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application de toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition prévue par la loi, l'entrepreneur, sur demande de l'utilisateur autorisé, doit remplacer, réparer ou corriger, à son choix et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. La période de garantie sera de 12 mois après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue.

2. L'utilisateur autorisé doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par l'utilisateur autorisé. Cependant, lorsque l'utilisateur autorisé est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance.
3. La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est remplacée, réparée ou corrigée conformément au paragraphe 1, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
 - a) la période de la garantie qui reste y compris la prolongation; ou
 - b) 90 jours ou toute autre période stipulée à cette fin après entente entre les parties.

2015A 10 (2015-12-18) Présentation des factures

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a) la date, le nom et l'adresse de l'utilisateur autorisé, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables/la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client (NRC), le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) et le ou les codes financiers;
 - b) des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
 - c) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - d) le report des totaux, s'il y a lieu; et
 - e) s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

2015A 11 (2015-12-18) Taxes

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux

approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.

3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada
En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le Règlement de l'impôt sur le revenu, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

2015A 12 (2015-12-18) Frais de transport

Si des frais de transport sont payables par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat et que l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

2015A 13 (2015-12-18) Responsabilité du transporteur

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

2015A 14 (2015-12-18) Documentation d'envoi

Pour l'expédition des biens, le connaissance de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (si et lorsque stipulé), auquel cas il doit accompagner l'envoi. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des biens et le numéro du contrat, incluant le NRC et le NEA. Si les biens ont été inspectés dans les locaux de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

2015A 15 (2015-12-18) Période de paiement

1. La période normale de paiement de l'utilisateur autorisé est de 30 jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance

le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement conformément à l'article 16.

2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, l'utilisateur autorisé avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut de l'utilisateur autorisé d'aviser l'entrepreneur dans les 15 jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

2015A 16 (2015-12-18) Intérêt sur les comptes en souffrance

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement »

Pour un utilisateur fédéral désigné, désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

Pour un utilisateur désigné d'une province / d'un territoire, désigne la date que porte le titre négociable tiré par les autorités compétentes de la province/du territoire afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance »

désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« taux d'escompte »

désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen »

désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. L'utilisateur autorisé versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser l'utilisateur autorisé pour que l'intérêt soit payable.
3. L'utilisateur autorisé versera des intérêts conformément à cet article seulement si l'utilisateur autorisé est responsable du retard à payer l'entrepreneur. L'utilisateur autorisé ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

2015A 17 (2015-12-18) Vérification

Le montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. L'entrepreneur doit tenir des comptes et registres appropriés sur les coûts des travaux et conserver tous les documents reliés à ces coûts pendant six ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat.

2015A 18 (2015-12-18) Conformité aux lois applicables

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable de l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre à l'utilisateur autorisé une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

2015A 19 (2015-12-18) Droit de propriété

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient à l'utilisateur autorisé dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte de l'utilisateur autorisé.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré à l'utilisateur autorisé au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par l'utilisateur autorisé ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison à l'utilisateur autorisé conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré à l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur doit établir, à la demande de l'utilisateur autorisé, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige l'utilisateur autorisé.

2015A 20 (2015-12-18) Biens de l'utilisateur autorisé

L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'utilisateur autorisé dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.

2015A 21 (2015-12-18) Modification

Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.

2015A 22 (2015-12-18) Cession

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité à l'utilisateur autorisé.

2015A 23 (2015-12-18) Manquement de la part de l'entrepreneur

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si l'utilisateur autorisé donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers l'utilisateur autorisé des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour l'utilisateur autorisé, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette à l'utilisateur autorisé, de la manière et dans la mesure que l'autorité contractante qu'il précise, toute partie des travaux complétée et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tous matériaux, pièces, matériel, équipement et travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance de l'utilisateur autorisé envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, l'utilisateur autorisé paiera à l'entrepreneur la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et il versera à l'entrepreneur le coût que l'autorité contractante juge raisonnable à l'égard des matériaux, pièces, matériel, équipement ou travaux en cours livrés à l'utilisateur autorisé suivant une directive visée au paragraphe 4 et que l'utilisateur autorisé a acceptés.

2015A 24 (2015-12-18) Résiliation pour raisons de commodité

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par l'utilisateur autorisé. L'entrepreneur sera payé :
 - a) sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
 - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement; et

- c) les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. L'utilisateur autorisé peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

2015A 25 (2015-12-18) Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada par l'entrepreneur, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

2015A 26 (2015-12-18) Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la Loi sur les conflits d'intérêts 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

2015A 27 (2015-12-18) Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

2015A 28 (2015-12-18) Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, l'utilisateur autorisé ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.
2. L'entrepreneur ne doit pas fournir à l'utilisateur autorisé un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.

3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser l'utilisateur autorisé s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article 24.

2015A 29 (2015-12-18) Dispositions relatives à l'intégrité – contrat

1. Déclaration

- a) L'entrepreneur doit se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et aux modalités des présentes dispositions relatives à l'intégrité.
- b) L'entrepreneur atteste comprendre que les condamnations pour certaines infractions, une fausse déclaration dans sa soumission, une fausse déclaration en vertu du contrat ou le défaut de tenir à jour les renseignements demandés peuvent donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des condamnations et des absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, le Canada peut, après une période de préavis, résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur reconnaît qu'une résiliation pour manquement ne restreint pas le droit du Canada d'exercer contre lui tout autre recours à sa disposition, et il convient de remettre immédiatement les paiements

2. Liste de noms

L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada par écrit si des changements ont une incidence sur la liste des noms des administrateurs et des propriétaires pendant la durée du contrat.

3. Vérification des renseignements

L'entrepreneur atteste être informé que ses affiliés et lui-même savent que le Canada peut vérifier en tout temps pendant la durée du contrat les renseignements qu'il fournit, notamment les renseignements sur les actes, les condamnations et les absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisés dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. Le Canada pourra demander d'autres renseignements, validations d'un tiers qualifié, formulaires de consentement et autres éléments prouvant son identité et son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada.

4. Loi sur le lobbying

L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser, directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

5. Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

- a) L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont plaidé coupable à une infraction en vertu des dispositions suivantes, laquelle infraction entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du Code criminel, et qu'ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
 - i. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou

-
- ii. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel, ou
- b) L'entrepreneur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat en vertu de l'alinéa a).
6. Infractions commises au Canada
L'entrepreneur atteste :
- a) que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années précédant la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable et n'ont pas plaidé coupable concernant une infraction en vertu d'une des dispositions suivantes, pour laquelle ils deviendraient inadmissibles à l'obtention d'un contrat en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'article 119 (Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.), l'article 120 (Corruption de fonctionnaires), l'article 346 (Extorsion), les articles 366 à 368 (Faux et infractions similaires), l'article 382 (Manipulations frauduleuses d'opérations boursières), l'article 382.1 (Délit d'initié), l'article 397 (Falsification de livres et documents), l'article 422 (Violation criminelle de contrat), l'article 426 (Commissions secrètes), l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel, ou
- ii. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou
- iii. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou
- iv. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou
- v. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger), l'article 4 (Comptabilité), ou l'article 5 (Infraction commise à l'étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou
- vi. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, ou
- b) qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas dirigé, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat.
7. Infractions commises à l'étranger
L'entrepreneur atteste :
- a) que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, est similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

et Infractions commises au Canada, et qui les rendrait inadmissibles à l'obtention d'un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger :

- i. la cour devant laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés se sont présentés agit dans les limites de ses pouvoirs;
 - ii. l'entrepreneur ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
 - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
 - iv. l'entrepreneur ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- b) qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et atteste ne pas avoir ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).
8. Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat auprès du Canada
- a) L'entrepreneur atteste comprendre que s'il a été déclaré coupable de certaines infractions après l'obtention d'un contrat, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, il sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution du contrat, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut, ou
 - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- b) L'entrepreneur atteste comprendre que si tout affilié de l'entrepreneur a été déclaré coupable de certaines infractions, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, l'affilié sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, un affilié de l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution d'un contrat auprès du Canada, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut si, selon le Canada, il est prouvé que l'entrepreneur a ordonné, influencé ou autorisé certains actes, omissions ou infractions qui rendent l'affilié inadmissible ou qu'il y a acquiescé, consenti ou participé, ou
 - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- c) L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsqu'il est déclaré inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension, il est également

inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par la ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :

- i. résilier le contrat pour manquement; ou
 - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- d) L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsque ses affiliés ou lui-même ont été tenus responsables de violations en vertu du paragraphe Loi sur le lobbying, il est inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
 - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
9. Déclaration des infractions commises
- L'entrepreneur comprend qu'il a l'obligation continue de déclarer immédiatement au Canada toute déclaration de culpabilité à la suite d'une infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger.
10. Période d'inadmissibilité
- Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à conclure un contrat avec le Canada :
- a) Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.
 - b) Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
 - c) Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe Loi sur le lobbying pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a été tenu responsable, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG.
11. Pardons accordés par le Canada
- En vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG ne rendra ni ne maintiendra une décision concernant l'inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada relativement à une infraction ou à un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou un affilié de l'entrepreneur :

- a) a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
- b) a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- c) obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du Code criminel;
- d) a reçu un avis de suspension dans le cadre de la Loi sur le casier judiciaire;
- e) a obtenu un pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire – dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 Loi sur la sécurité des rues et des communautés.

12. Pardons accordés par un gouvernement étranger

La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats avec le Canada ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés a, en tout temps, bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens à la seule discrétion du Canada, d'absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, de suspensions du casier ou de la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.

13. Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives

L'entrepreneur atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.

14. Obligations des sous-traitants

L'entrepreneur atteste comprendre que, dans la mesure où il s'appuie sur un ou des sous-traitants pour l'exécution du contrat, il ne devra pas conclure de contrat de sous-traitance avec une entreprise ayant été déclarée coupable, ou un affilié de cette entreprise ayant été déclaré coupable, de l'une des infractions citées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et infractions commises à l'étranger, ou ayant plaidé coupable à l'une de ces infractions, selon le cas, et pour laquelle aucun pardon ou mesure équivalente n'a été accordé en vertu des paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger sans l'approbation écrite préalable du ministre de TPSG. Si l'entrepreneur a conclu un contrat avec un sous-traitant inadmissible pour lequel aucune approbation écrite préalable n'a été reçue par le Canada, le ministre de TPSG déclarera l'entrepreneur inadmissible à la passation de contrats avec le Canada pour une période de cinq ans.

2015A 30 (2015-12-18) Exhaustivité de la convention

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60PD-17PAPR/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60PD-17PAPR

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PD150.E60PD-17PAPR

Buyer ID - Id de l'acheteur

PD150

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE G de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international);
- () Virement télégraphique (international seulement);

ANNEXE H- TERMES CLÉS

TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (alias SPAC)
DOCPR	Demande d'offre à commandes principale et régionale
OCPR	Offre à commandes principale et régionale
DOC	Détenteur de l'offre à commandes
RCN	Région de la capitale nationale
TEOF	Tableau électronique d'offre financière
PEFC	Programme pour la reconnaissance des certifications forestières
SFI	"Sustainable Forestry Initiative"
SPAC	Services Publics et Approvisionnement Canada (alias TPSGC)

Incoterm - Rendu Droits Acquittés (DDP) - Le vendeur est responsable de livrer les marchandises à l'endroit indiqué dans le pays de l'acheteur, et paie tous les coûts pour amener les marchandises à la destination y compris les droits et taxes d'importation

Grands Centres de population – Zone géographique peuplée constituée d'une ville, ou municipalité ou d'un village comptant une population de 100,000 habitants et plus et qui est accessible par la route à longueur d'année.

Moyens Centres de population – Zone géographique moyennement peuplée constituée d'une ville, ou municipalité ou village comptant une population de 30 000 à 99 999 habitants et qui est accessible par la route à longueur d'année.

Petits Centres de population - Zone géographique modérément peuplée constituée d'une ville, ou municipalité ou village comptant une population de 1,000 à 30,000 habitants et qui est accessible par la route à longueur d'année.

Régions Éloignées - une localité ou communauté peu peuplée qui n'est pas accessible par la route à longueur d'année

L'Indice des prix à la consommation (IPC) - est un indicateur de la variation des prix à la consommation payés par les Canadiens. L'IPC est couramment utilisé comme indicateur de la variation du niveau général des prix à la consommation ou du taux d'inflation.
Aux fins de la présente offre à commandes, l'IPC doit correspondre à la variation en pourcentage sur un an. On utilisera donc l'indice de référence indiqué sur le site Web de la Banque du Canada (voir le lien ci-dessous).
http://www.bankofcanada.ca/rates/price-indexes/cpi/?page_moved=1

Catalogue - Livre ou brochure en version électronique ou papier, possiblement illustré, qui contient les détails des articles offerts par les soumissionnaires, quel qu'en soit son titre.

Bilingue – Le terme bilingue veut dire les deux langues officielles du Canada, anglais et français.

Les « utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les « entités du secteur MESS » sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

Utilisateur fédéral désigné- Le responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes subséquentes émises par un utilisateur fédéral désigné et les contrats qui en découlent.

Utilisateur provincial ou territorial désigné - L'utilisateur provincial ou territorial désigné qui émet la commande subséquente est l'autorité contractante pour cette commande subséquente et le contrat qui en résulte.

Utilisateur autorisé – veut dire un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur provincial/ territorial désigné tel que spécifié dans l'offre à commande qui est autorisé de faire une commande subséquente de l'offre à commandes.

APPENDICE 1- Instructions pour remplir Le tableau d'offre financière (TEOF)

1. Instructions générales

Les offrants doivent remplir le tableau de l'offre financière (TEOF) fourni sous forme de pièce jointe électronique, conformément aux instructions ci-dessous. Le tableau électronique de l'offre financière (TEOF) présenté avec l'offre fera partie intégrante de la liste de prix électronique dans toutes les offres à commandes subséquentes.

Chaque ligne du tableau de l'offre financière correspond à un article. Les offrants doivent compléter l'onglet (s) de le TEOF correspondant à la (les) région (s) pour laquelle ils soumettent une offre. Les offrants doivent sauvegarder une copie du TEOF en format Excel (.XLS, .XLSX) sur un Disque compact (CD) ou un disque numérique polyvalent (DVD), et inclure celui-ci à leur offre.

Les offrants doivent imprimer une copie de l'onglet "sommaire" du TEOF et inclure cette copie à leur offre. Aux fins d'impression, le TEOF comprend une information dans les en-têtes et les bas de pages; les offrants ne doivent pas modifier cette information.

2. Traitement électronique du tableau de l'offre financière

Le traitement, pour évaluation, du tableau électronique de l'offre financière se fera par TPSGC de manière informatisée. À ce titre, les offrants ne doivent pas en modifier la forme ou le renommer. Au moment de l'évaluation, si le document de l'offrant a été reformaté ou renommé d'une manière qui en empêche le traitement automatisé, l'offre pourra être jugée non conforme.

3. Couleur des champs

L'offrant doit remplir tous les champs bleu clair, conformément aux instructions ci-dessous.

La couleur des champs remplis passera de bleu clair à jaune clair. Le changement de couleur n'indique pas l'acceptation, par le Canada, des données indiquées ni qu'elles sont acceptables, mais seulement que les champs ont été remplis.

REMARQUE : L'utilisation des fonctions « copier » et « coller » dans Excel peut nuire à cet aspect du modèle. TPSGC suggère aux offrants d'utiliser les options « collage spécial » et l'option valeur.

4. Directives relatives aux descriptions des champs et à l'entrée des données

Les champs du tableau électronique de l'offre financière sont indiqués par des en-têtes de colonne. L'objet de chaque champ est décrit, de même que sont fournies les instructions pour le remplir.

a) Numéro de l'article

Objet : Ce champ correspond au numéro attribué à l'article de la liste aux fins de la présente demande de soumissions. Toute modification ou question se rapportant aux articles ou aux produits demandés sera indiquée par ce numéro d'article pendant la durée de l'invitation.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant.

b) Type de papier

Objet : Ce champ correspond au type de papier attribué à l'article offert.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant.

c) Fibre

Objet : Ce champ indique le type de fibre et la teneur en fibres recyclées (le cas échéant) attribué à l'article offert

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant.

d) Grammage

Objet : Ce champ indique le poids de base et le grammage du papier attribué à l'article. Ceux-ci sont exprimés en livres par rame de base standard (lbs) et en grammes par mètre carré (g/m²)

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant.

e) Format

Objet : Ce champ indique le format standard en Amérique du Nord attribué à l'article offert

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant

f) Couleur

Objet : Ce champ indique si le papier attribué à l'article offert est blanc ou papier-couleur

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant

g) Feuille par paquet

Objet : Ce champ indique le nombre de feuille par paquet attribué à l'article offert.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant

h) Facteur multiplicateur

Objet : Ce champ indique le facteur multiplicateur attribué à l'article offert.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant

i) Paquet par boîte

Objet : Ce champ indique le nombre de paquets par boîte de papier attribué à l'article offert.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ est réservé à TPSGC. Aucune donnée n'est requise de la part de l'offrant

j) Fabricant

Objet : Bien que la marque et le fabricant d'un produit peuvent parfois être commercialisés sous le même nom, tel n'est pas toujours le cas. Ce champ correspond au nom du fabricant de l'article offert (DOMTAR, CASCADES, BOISE etc.).

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ doit être rempli et contenir le nom du fabricant du papier offert pour cet article

k) Marque

Objet : Bien que la marque et le fabricant d'un produit peuvent parfois être commercialisés sous le même nom, tel n'est pas toujours le cas. Ce champ correspond le nom de la marque de l'article offert (EarthChoice, Polaris, Enviro00 etc)

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ doit être rempli et contenir le nom de la marque du papier offert pour cet article

l) Numéro de modèle du fabricant

Objet : Ce champ correspond au code de commande alphanumérique ou au code de commande numérique du fabricant du papier offert pour cet article.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ doit être rempli et contenir le numéro de modèle du fabricant du papier offert pour cet article

m) Unité de gestion de stock unique à l'offrant

Objet : Ce champ correspond à l'unité de gestion de stock (UGS) unique à l'offrant pour une (1) unité de distribution du papier offert pour cet article.

Instructions relatives à l'entrée des données : Ce champ doit être rempli et contenir l'unité de gestion de stock (UGS) unique à l'offrant

n) Prix par paquet (paquet ouvert)

Objet : Ce champ correspond au prix pour un (1) paquet de papier offert pour cet article.

Instructions relatives à l'entrée des données : L'offrant doit indiquer une valeur numérique, en dollars et en cents, séparée par une virgule (23,12), sans espace, tiret ou caractère spécial, représentant le prix ferme pour un paquet de papier offert pour cet article. Toutes les valeurs indiquées seront arrondies à deux décimales.

o) Prix par paquet (1 à 39 boîtes)

Objet : Ce champ correspond au prix pour un paquet de papier offert pour cet article lorsque l'utilisateur place une commande de 1 boîte à 39 boîtes de papier.

Instructions relatives à l'entrée des données : L'offrant doit indiquer une valeur numérique, en dollars et en cents, séparée par une virgule (23,12), sans espace, tiret ou caractère spécial, représentant le prix ferme pour un paquet de papier offert pour cet article. Le montant inscrit dans ce champ doit être plus bas que le montant pour le même article dans la colonne N. Toutes les valeurs indiquées seront arrondies à deux décimales.

p) Prix par paquet (40 à 79 boîtes)

Objet : Ce champ correspond au prix pour un paquet de papier offert pour cet article lorsque l'utilisateur place une commande de 40 boîtes à 79 boîtes de papier.

Instructions relatives à l'entrée des données : L'offrant doit indiquer une valeur numérique, en dollars et en cents, séparée par une virgule (23,12), sans espace, tiret ou caractère spécial, représentant le prix ferme pour un paquet de papier offert pour cet article. Le montant inscrit dans ce champ doit être plus bas que le montant pour le même article dans la colonne O. Toutes les valeurs indiquées seront arrondies à deux décimales.

q) Prix par paquet (80 boîtes et plus)

Objet : Ce champ correspond au prix pour un paquet de papier offert pour cet article lorsque l'utilisateur place une commande de 80 boîtes de papier et plus.

Instructions relatives à l'entrée des données : L'offrant doit indiquer une valeur numérique, en dollars et en cents, séparée par une virgule (23,12), sans espace, tiret ou caractère spécial, représentant le prix ferme pour un paquet de papier offert pour cet article. Le montant inscrit dans ce champ doit être plus bas que le montant pour le même article dans la colonne P. Toutes les valeurs indiquées seront arrondies à deux décimales.

APPENDICE 2- CERTIFICATION DE CONFORMITÉ

Manufactuer /Manufacturier	
Mill / Moulin	
Brand / Marque	
Product Code / Code Produit	
Applicable EFOT Line items / Articles de TEOF applicables	
Meets UL-2771 (Technical) / Rencontre UL-2771 (Technique)	
UL-2771 Load points / Points de charge UL-2771	

Property / Propriété Method / Méthode		Units / Unités	Paper offered Denier
PCW Recycled or Agri Waste content		%	
Grammage	TAPPI T410	G/m2	
Thickness / Épaisseur	TAPPI T411	µm	
Opacity / Opacité	TAPPI T425	%	
Brightness / Luminosité	TAPPI T452	%	
Stiffness/ Rigidité (CD)	TAPPI T489	Taber	
Stiffness / Rigidité (MD)	TAPPI T489	Taber	
Smoothness / Lissé	TAPPI T538	mL/minute (Sheffield)	
Absolute Moisture / Humidité Absolue	TAPPI T412	%	

Je certifie par la présente que le papier identifié en rubrique est conforme aux spécifications de performance détaillées sur ce certificat et que tout changement dans la spécification sera signalée à l'autorité de l'offre à commandes en temps opportun.

Représentant du moulin

Date

Représentant de l'offrant

Date

Ce certificat à lui seul ne constitue pas une preuve de conformité. Des documents additionnels pourront être exigés par TPSGC afin de démontrer la conformité.